

Pages Mauriciennes Vol. 5

Articles de Catherine Boudet dans le Journal du Samedi 2012

Sélection d'articles et chroniques journalistiques de Catherine Boudet dans le Journal du Samedi 2012

« **Les mensonges de l'eau** », JDS n°102 du 14 janvier 2012, pp. 6-9.

« **Amoureux virtuels, alerte à l'arnaque** », JDS n°103 du 21 janvier 2012, pp. 10-11.

« **A qui appartiennent les terres à Maurice ?** », JDS n°104 du 28 janvier 2012, pp. 6-7.

« **Réforme en panne. La faute aux semi-intellectuels** », JDS n°105 du 04 février 2012, pp. 10-11.

« **Maurice et l'insécurité… alimentaire** », JDS n°106 du 11 février 2012, pp. 10-11.

« **Giovanna et la politique de l'autruche** », JDS n°107 du 18 février 2012, pp. 12-13.

« **Azir Moris : un 'OPNI' dans le ciel mauricien** », JDS n°108 du 25 février 2012, p. 10.

« **Maurice Ile Durable : entre rêve et réalité** », JDS n°109 du 03 mars 2012, p. 10.

« **Les mouvements alternatifs et l'idéologie 'mauricianiste'** », JDS n°110 du 10 mars 2012, pp. 10-11.

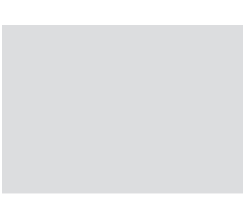
« **Ecoutes téléphoniques : 'Big brother' version mauricienne** », JDS n°112 du 24 mars 2012, pp. 12-13.

« **Pétition Chagos : retour au bercail ?** », JDS n°114 du 07 avril 2012, p. 6.

« **La crise du leadership politique** », JDS n°114 du 07 avril 2012, pp. 10-11.

« **Les jeunes et le suicide** », JDS n°116 du 21 avril 2021, pp. 12-13.

« **Agents politiques : dans les coulisses du pouvoir** », JDS n°116 du 21 avril 2012, pp. 14-15.



GRAVE ACCIDENT À FLIC-EN-FLAC

Un motocycliste de 20 ans, victime d'un accident de la route est sous soins intensifs à l'hôpital et son état est jugé très sérieux. L'accident serait survenu le lundi 9 janvier à 16h30 sa moto a dérapé, le projetant à terre, ce qui lui causa de multiples blessures graves.

Le lit de Mare aux Vacoas asséché.



LES MENSONGES DE L'EAU

Nous accusons!

Le Premier ministre parle de mauvaise planification du dossier eau. Du côté des responsables, sécheresse et gaspillage sont les explications avancées pour justifier le manque d'eau. Enquête sur le problème d'eau à Maurice.

■ Rajen Bablee et Catherine Boudet

LES ZONES D'OMBRE DU DOSSIER EAU

DEPUIS PLUS d'une année, en effet, le pays se trouve dans une situation de stress hydrique due notamment au faible taux de remplissage du principal réservoir de l'île, Mare aux Vacoas. Pour autant, les autorités ne sont jamais venues expliquer à la population de façon formelle les réelles causes de ce stress. Elles se renvoient la balle, donnent des explications approximatives ou alors refusent de communiquer.

Au cours de cette enquête, nous avons noté les contradictions, les non-dits, l'existence d'une mafia de l'abattage illégal des arbres, la mauvaise planification, une absence d'étude cohérente, des faux arguments ou encore une négligence et un laisser-aller complice. C'est à partir de cela que nous accusons les autorités d'incompétence et de négligence et nous accusons cette partie de la population qui continue à laver leurs sols ou leurs voitures à grande eau alors que leurs voisins n'ont pas une goutte d'eau dans leur robinet, de crime contre la communauté.

Dans tout ce dossier de l'eau, il y a des zones d'ombre. Des faces cachées contre lesquelles les questions se heurtent, restent sans réponses. Mais aussi des tentatives de nous emmener dans d'autres directions… Vers des boucs émissaires, tels que la sécheresse, des cours d'eau déviés ou encore la théorie selon laquelle ce serait seulement au-dessus de Mare aux Vacoas que la pluie ne tombe pas…

Il n'y a que le Premier ministre qui est sorti du lot pour fustiger, sans les nommer, les responsables du dossier 'Eau'. Il les accuse de mauvaise planification.

Cependant, ces derniers restent tous tapis dans l'ombre. Personne n'est venu de l'avant pour tenter une explication, exception faite de Prem Saddul qui, il est vrai, n'est président du Conseil d'administration de la CWA que depuis six mois. Les autres sont restés silencieux, n'ayant même pas le courage de reconnaître cette incompétence décriée par le PM.

Il est inconcevable que c'est après plus d'une année de stress hydrique et de signes visibles du manque d'eau à Mare-aux-Vacoas, que Prem Saddul vienne suggérer qu'il est *« tout à fait d'accord pour qu'il y ait une étude scientifique pluridisciplinaire pour, dans un premier temps, analyser en surface, puis en profondeur, cette 'mare' et son 'catchment area'. Ce, pour avoir une idée claire afin de prendre les décisions qui s'imposent. Voilà une enquête scientifique qui intéresserait le* Mauritius Research Council *(MRC) »*.

Les autorités attendaient-elles qu'il n'y ait plus d'eau potable à Maurice avant de se décider ? Et encore, s'agit-il seulement d'un effet d'annonce pour répondre aux accusations du Premier ministre ? D'ailleurs, Prem Saddul, dans le communiqué qu'il a émis uniquement au quotidien *l'Express*, précise ceci : *« Le Premier ministre a tout à fait raison de dire qu'on pêche par manque de vision, par manque de planning, par manque de conscientisation et par manque de communication »*.

Des éléments d'information venus de sources diverses évoquent que les racines du problème de Mare aux Vacoas sont multiples. Les autorités ne sont jamais venues démontrer avec exactitude l'ampleur des fuites dont elles parlent. Mais des sources en interne évoquent, notamment, la mauvaise planification de la demande d'eau, notamment dans le sud de l'île où au fil des années, les hôtels, les usines, les villas IRS disposant chacune de piscines sont venus augmenter la demande en eau. Cette mauvaise planification du développement comme cause du stress hydrique, a d'ailleurs été reconnue par le directeur de la *Water Resources Unit*, qui déclarait dans le magazine *Impact* n°1 du 12 mars 2010, *« Avec le développement de l'aéroport et des IRS dans le Sud, la demande en eau a dépassé nos espérances (…) Il y a beaucoup de variables qui rentrent en ligne de compte, on ne prévoyait pas tout ça.»*

Et c'est sans compter les fuites dans le réseau de distribution, qui font perdre entre 40 et 60 % de l'eau potable. Encore que ce problème de fuites a été dûment pris en charge par la CWA, qui à l'occasion de l'installation des tuyaux du wastewater, en a profité pour mettre en place un vaste programme de remplacement des anciens tuyaux d'alimentation.

Et puis, il y a encore la déforestation décriée par le *Mauritius Sugar Industry Research Institute* (MSIRI). Mais cette déforestation est à deux volets : officielle pour agrandir les routes, par exemple ou encore, illicite, par une certaine mafia qui opère en toute impunité.

Et à rajouter sur la (déjà longue) liste des scandales, nous sommes en présence d'allégations concernant un trafic d'eau potable dont sont victimes les usagers mauriciens…

LA PROPAGANDE DES CHIFFRES

DANS SA lettre ouverte aux Mauriciens, parue dans l'express de lundi 9 janvier dernier, le chairman de la CWA, M. Prem Saddul, a présenté ses excuses aux Mauriciens pour les longues coupures d'eau survenues l'an dernier. Il a avancé un certain nombre de raisons pour justifier le manque d'eau. D'après le chairman de la CWA, nommé à la tête de l'institution le 15 juillet dernier, alors que le manque d'eau battait son plein, la première de ces raisons est la sécheresse. *« L'île Maurice dans son ensemble a traversé une période de sécheresse, dont l'impact sur le social fut ressenti à travers l'île »*, a affirmé M. Prem Saddul.

D'après les estimations provisoires des services météorologiques de la station nationale de Vacoas (les chiffres définitifs devraient être disponibles fin février seulement), la pluviométrie moyenne pour l'année 2011 a été d'environ 1 900 millimètres.

Pouvons-nous parler alors d'une baisse de la pluviométrie ou d'une sécheresse à Maurice ? Il apparaît qu'il est tombé plus de pluie sur l'île Maurice en moyenne en 2011 (1 900 millimètres) par rapport à 2010 (1 824 millimètres). L'année 2009 a été la plus pluvieuse des trois dernières années, avec une pluviométrie moyenne de 2 397 millimètres.

UNE PLUVIOMÉTRIE FAUSSÉE

On ne peut pas affirmer que la pluviométrie est en train d'augmenter ou de diminuer en se basant uniquement sur les chiffres des trois dernières années. Car, avertissent les Services météo de Vacoas, *« aucune conclusion ne peut être tirée en considérant seulement les données pluviométriques de 2 ou 3 années consécutives. Pour estimer une tendance, c'est toujours*

sur une période longue, 30 ans ou plus. »

Précisément, si on considère l'évolution de la pluviométrie sur le très long terme, la station de Vacoas constate effectivement une baisse : le taux moyen de pluviométrie décroît de 57 millimètres tous les 10 ans sur la période 1905-2007. Ainsi, comparé aux années 1950, la pluviométrie moyenne à Maurice a chuté de 8 %.

Pour autant, une baisse de 8 ou même 10 % peut-elle causer un stress hydrique ? Il tombe quand même plus de 4 000 millions de mètres cubes d'eau de pluie sur Maurice par an (4 164 millions de m3 très exactement, selon les chiffres officiels de la *Food and Agricultural Organization* des Nations Unies pour 2010). Et le rapport d'experts du *Mauritius Research Council* («Thematic Working Group Water Resources», Final Report août 2001) indique en page 3 que la pluviométrie à Maurice est « *supérieure à la moyenne mondiale de 22,5 %* ». L'ingénieur de l'environnement et consultant Vassen Kaupaymuthoo est formel : *« Il n'y a pas de sécheresse à Maurice »*, affirme-t-il (voir interview)

Si ce n'est donc pas un manque de pluie, il semblerait que le problème se situe davantage dans l'irrégularité de cette manne céleste, qui ne tomberait pas régulièrement tout au long de l'année et qui ne tomberait pas de façon égale suivant les régions. L'île reçoit 67 % de son approvisionnement en pluies en été. La pluviométrie moyenne varie d'une région à l'autre. Le Sud ne reçoit que 610 mm alors que le Plateau Central reçoit 2 154 mm pour l'année 2010.

En outre, ces irrégularités sont accentuées par le changement climatique, qui a affecté les équilibres hydrologiques dans les pays du sud-ouest de l'océan Indien, indiquent la Station de Vacoas. Si l'on considère les précipitations saisonnières, les services météo de Vacoas observent un mois de décembre 2010 *« extrêmement sec »*, avec un record, car la moyenne des pluies tombées n'a été que de 8 % de la pluviométrie moyenne habituelle.

Ainsi, Bishek Narain, responsable de la communication à la CWA, observe cette année écoulée un phénomène tout nouveau de débalancement des précipitations, qui sembleraient s'effectuer au détriment de la région de Mare aux Vacoas (voir hors texte page 8).

Donc, si cette irrégularité des



précipitations, qui par ailleurs sont d'un volume conséquent au total, pose problème, cela ne fait que confirmer une chose : ce n'est pas Mère Nature qui est coupable d'avarice, c'est bien que ses enfants ne font pas le nécessaire au niveau du stockage de la ressource.

LES EXPERTS DÉNONCENT

Le rapport d'experts du MRC datant de 2001 spécifiait déjà que le problème de l'eau à Maurice ne découlait ni de la sécheresse, ni de la pluviométrie, mais de l'incapacité à prendre en charge de façon adéquate cette ressource. D'une part, le rapport pointe du doigt l'incapacité à prendre en charge le *run-off*, c'est-à-dire les eaux qui partent à la mer : « *Mauritius is in the fortunate situation of having sufficient water resources to cope with current demand. However a high proportion of the rainfall occurs during the summer months and cyclones. Because of this rainfall pattern and the topography of the island, there is high surface runoff (53%), corresponding to annual average of 2, 067 Mm3.* » Le rapport dénonce aussi l'insuffisance des moyens de stockage : *« Although the average annual rainfall in Mauritius is considered adequate, irregular rainfall and insufficient storage capacity cause seasonal shortages ».*

Exit donc, l'argument selon lequel le stress hydrique serait la cause de nos problèmes d'eau. Le deuxième coupable pointé du doigt par les autorités serait le Mauricien qui gaspille l'eau.

« Avec une consommation de 170 litres/tête d'habitant (140 pour Singapour) les Mauriciens ont tendance à trop gaspiller l'eau potable au quotidien », affirme le chairman de la CWA, Prem Saddul.

Comment peut-on dire que le Mauricien gaspille l'eau, s'insurge Vassen Kaupaymuthoo, alors qu'il ne reçoit que 4 heures d'eau par jour dans son robinet et ne peut même pas se doucher au moment opportun ? Il est vrai que les 170 ou 220 litres d'eau utilisés quotidiennement par les Mauriciens, sont sans commune mesure avec les vrais gaspilleurs d'eau que sont les USA et le Japon, qui détiennent le record mondial avec 600 litres par personne et par jour. Il apparaît que Maurice se situe dans une moyenne qui se rapproche de celle des pays européens (250 et 350 litres). La consommation d'eau à Maurice est donc l'indication d'un pays en plein développement. D'ailleurs, le rapport du *Mauritius Research Council*, en 2001 déjà, prévoyait déjà un accroissement des besoins en eau potable passerait même à 250 litres/hab en 2040…

Il faut signaler au passage que les ménages ne constituent que 67 % de la consommation d'eau potable (11% pour les commerces et industries et 4 % pour les hôtels), comme l'indiquent les statistiques du CSO pour 2010.

En outre, même si les besoins en eau potable du pays augmentent, la consommation du pays en eau potable représente une part infime de la ressource en eau. Sur plus de 4 000 millions de m3 d'eau par an (dont on récupère environ 1 million de m3), l'eau potable produite à Maurice n'est que de 223 Mm3 en 2010. Dans ces conditions, comment peut-on affirmer que l'on gaspille l'eau ? De l'avis de Vassen Kaupaymuthoo (voir interview, page 9), non seulement il n'y a donc pas de sécheresse à Maurice, mais en plus, on ne consomme qu'une infime partie de cette eau qui tombe, soit à peine 5%.

La réalité crue, c'est que l'on essaie de faire porter le chapeau du problème de l'eau à Maurice, soit en amont (une ressource insuffisante) soit en aval (une population gaspilleuse), tout cela pour masquer les véritables causes du stress hydrique… qui se situent au milieu, c'est-à-dire au niveau de la gestion de la ressource en eau et de sa distribution.

TABLEAU DE L'EVOLUTION PLUVIOMETRIQUE

Année	Pluviométrie moyenne
1971-2000	2 010
2009	2 397
2010	1 824
2011	1 900

Source : CSO et méteo de Vacoas

DONNES SAISONNIERES

Seasons	% of long term mean (1971 - 2000)
Summer 2009- 2010	111
Winter 2010	90
Summer 2010 - 2011	87
Winter 2011	94

OMERTA SUR L'ABATTAGE ILLEGAL DES ARBRES

DES PROPRIÉTAIRES et des gardiens de chassés en parlent à voix basse. Il y aurait une mafia spécialisée dans l'abattage illégal des arbres dans les forêts de l'île Maurice. Cela se ferait avec des complicités en haut lieu et il n'est pas exclu que des gardes forestiers soient complices de ces crimes. Pourtant, si des hectares de forêts ont disparu, il est étonnant que ni les autorités, ni la presse n'en aient parlé à ce stade. Ces crimes ont-ils été savamment escamotés des feux de l'actualité ? Si oui, pourquoi ? Et avec quelles complicités ? Il est évident que si des arbres ont été abattus sur plusieurs hectares dans la région de Plaine Sophie à proximité de Mare aux Vacoas, en dehors des programmes officiels, il aurait été impossible de tout cacher s'il n'y avait pas des complicités à très haut niveau ? Et qui achète tout ce bois ? Dans quelles scieries les troncs abattus sont-ils traités ? Qui empoche les sous ?

Très peu d'information a filtré concernant cette mafia des forêts mauriciennes. Il paraîtrait que plusieurs cas ont été étouffés. Une des plus grosses affaires concerne l'abattage illégal d'arbres sur plusieurs hectares de terre aux alentours de la Mare aux Vacoas, il y a quelques années de cela, plus précisément du côté de La Ligne Barrique et Plaine Sophie. Les sources bien informées parlent de près d'une dizaine d'hectares situées dans le catchment area du plus grand réservoir de l'île. La valeur du bois ainsi escamoté aurait atteint plusieurs centaines de milliers de roupies. Cette affaire avait d'abord été traitée en interne par le département des Bois et Forêts qui se trouve sous la coupole du ministère de l'Agro-industrie.

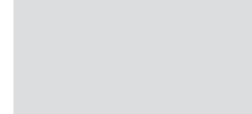
En fait, le site du crime fut découvert plusieurs mois après que les arbres avaient été abattus. Les responsables du crime avaient pris la précaution, non seulement, de laisser une enceinte d'arbres intacts à l'intérieur de l'espace où ils avaient abattu les troncs, mais ils avaient aussi replanté des jeunes pousses par la suite.

Après une première enquête en interne qui dura plusieurs semaines, les noms de plusieurs gardes-forestiers qui étaient affectés aux régions où ces crimes ont été perpétrés, furent cités dans un rapport qui fut, près d'une année plus tard, déposé auprès du Central CID. À ce moment-là, la forêt avait repris ses droits sur le site du crime et la plupart des traces avaient déjà été effacées.

Les limiers du Central CID étaient quasiment dans l'impossibilité de trouver des preuves matérielles qui auraient pu les aider à élucider cette affaire. Les gardes forestiers incriminés avaient, quant à eux, nié toute connaissance ou participation au crime. Cependant, ils étaient supposé patrouiller ces régions et selon les cahiers administratifs, ils auraient effectivement sillonné La Ligne Barrique et Plaine Sophie durant toute la période précédant la découverte du forfait par le département de fraude des Bois et Forêts.

Il était clair, cependant, pour la police, que tout l'exercice de l'abattage des arbres sur plusieurs hectares avait dû nécessiter une logistique énorme qui n'aurait pas pu passer inaperçue. Le dossier fut référé au Parquet qui recommanda des actions disciplinaires en interne contre les gardes forestiers incriminés. L'affaire en resta là. Les officiers sont toujours en service et personne ne sut officiellement qui sont ceux qui ont tiré les ficelles de cette affaire.

Il semble que cette affaire n'en soit qu'une parmi plusieurs autres qui sont restées cachées du grand public. Celle-ci se démarquait cependant des autres de par son envergure. D'ailleurs pour d'autres gardes forestiers qui connaissent ce coin, il est probable que cet abattage important a eu une incidence sur le captage d'eau dans cette région de Mare aux Vacoas.



ESCALIERS MORTELS

Une dame âgée de 75 ans habitant Pointe aux Sables a fait une chute grave dans les escaliers le mardi 3 janvier. La malheureuse a rendue l'âme le dimanche 8 janvier à l'hôpital Jeetoo et sa mort serait due à une hémorragie cérébrale.



BISHECK NARAIN, CWA :

« Un déficit de pluviométrie aux endroits traditionnellement arrosés »

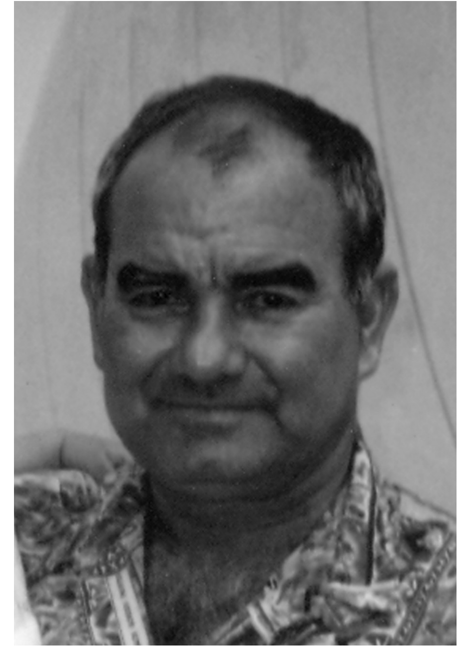
« NOUS FAISONS face à un déficit de pluviométrie dans des endroits qui étaient traditionnellement arrosés », affirme Bisheck Narain, directeur de la communication à la CWA. Ainsi, en prenant les statistiques pour la journée allant du 11 janvier à 4 heures du matin au 12 janvier à 4 h du matin, il a pu observer personnellement que la pluie tombée en 24 heures était de seulement 3,6 mm sur Arnaud (Mare aux Vacoas), comparé à 47 mm pour Bellemare dans l'Est, ou encore 38,6 pour Nouvelle-Découverte et 20 mm à Fuel et Sans-Souci. *« C'est bizarre »*, s'étonne le responsable de la cellule de Communication de la CWA. *« J'ai analysé tous les chiffres depuis janvier 2010 et je vois une persistance de cette tendance depuis que j'ai commencé à analyser les chiffres »*.

Ainsi, Bishek Narain note un phénomène étonnant sur Mare aux Vacoas, qui indique un débalancement dans la répartition des pluies sur l'île : *« En janvier 2010, on a enregistré à Arnaud, des précipitations de 425 millimètres pour le mois, soit seulement 95 % de la moyenne sur la période de référence. Pour la même période, on enregistrait dans l'Est une pluviométrie de 524 millimètres, soit un chiffre qui correspond à 202 % à la moyenne pour la période de référence.»*

ALAIN O'REILLY :

« Beaucoup d'eau venant de Plaine Sophie se perd en mer »

DEPUIS PLUSIEURS mois, des rumeurs circulaient à l'effet que ce serait depuis la création du Domaine des Sept Vallées d'Alain O'Reilly que le niveau d'eau de la Mare aux Vacoas aurait commencé à baisser. Rumeurs que le propriétaire du domaine trouve injustifiées et insultantes à son égard. *« J'ai proposé à ce que les autorités prennent de l'eau dans les cours d'eau du Domaine. Je proteste énergiquement contre ceux qui propagent les rumeurs à l'effet que des cours d'eaux ont été déviés au Domaine des Sept Vallées. Tel n'est pas le cas et j'invite tous les Mauriciens à venir le constater de visu. Ceux qui prétendent cela sont en train de chercher des boucs-émissaires. Je suis le pionnier de l'éco-tourisme à Maurice et je reste un fervent défenseur de la nature. En ce qui concerne la consommation d'eau du domaine, pour la consommation, nous utilisons de l'eau en bouteille que nous achetons sur le marché local. Par ailleurs,*



nous recueillons l'eau de la pluie pour les toilettes. Donc nous n'avons pas besoin d'aller puiser l'eau de la Mare aux Vacoas », précise-t-il.

Par ailleurs, cet amoureux de la nature est d'avis qu'il y a beaucoup d'eau qui se perd : *« D'un point de vue profane, je pense qu'il y a des mesures à prendre, par contre, pour capter les sources et les cours d'eaux qui vont vers la rivière du Poste et éventuellement, la rivière des Anguilles. Ces cours d'eau prennent leurs sources dans la région. Toute cette eau est en train de se perdre dans la mer. Il faut la récupérer et la stocker. Il n'y a qu'à voir les rivières qui passent près du domaine. La quantité d'eau est abondante. Il n'y a qu'à voir les cascades du Domaine ! Et deuxièmement, il faut contrôler l'abattage des arbres. Tout le monde sait que la forêt constitue un moyen de captage de l'eau. Il nous faut être vigilants ! »*

SANS FACTURE NI REÇU



MICHEL habite une avenue proche de la municipalité de Quatre-Bornes. Depuis le 20 décembre, il n'a pas d'eau au robinet. Il doit donc être ravitaillé par camion-citerne, ce qui lui coûte RS 700 à chaque fois. Il a accepté de témoigner.

« J'habite avec mes fils », raconte Michel. *« Nous sommes 8 personnes dans la maison. Depuis le 20 décembre dernier, je n'ai pas d'eau du tout. »* Alors, Michel et sa famille n'ont pas le choix : *« Je dois acheter de l'eau aux camions-citernes directement. Je paye Rs 700. »*

Ainsi, Michel doit payer Rs 700 par livraison d'eau, et ce tous les trois jours. *« J'ai des réservoirs dans la maison. Le réservoir de 1 000 litres, ça me fait trois jours, donc 3,000 litres, c'est Rs 700. »* Mais, chose étrange, ce n'est ni Michel ni sa famille qui appellent la CWA pour livraison. « Le camion-citerne vient de son gré. Et on lui donne 700 balles. »

Chose encore plus étrange, aucun reçu, aucune facture on ne nous remet pour ces livraisons. *« Je dois donner Rs 700 au chauffeur tout de suite, à la livraison. »* Aucune trace, donc, de ces livraisons.

Par contre, Michel continue de recevoir sa facture de la CWA comme d'habitude. « Pour la facture, ça se passe comme auparavant. Je reçois ma facture mensuellement. J'ai payé Rs 123 pour décembre ».

Il a pourtant appelé la CWA pour lui signaler le problème : *« Je ne connais pas le nom de la personne à qui j'ai parlé. J'ai fait le 170. Au 170, on me dit, "Ah, monsieur, mais il faut avoir des preuves". Mais preuves, c'est quoi ? »*, s'indigne Michel.

Dans les rues avoisinantes, les maisons ne semblent pas avoir ce problème de coupure perpétuelle. Par contre, dans sa rue, ils seraient nombreux à subir le même calvaire : *« Il y a beaucoup, beaucoup de mes voisins dans la rue, qui ont aussi ce problème, et qui ont recours aux camions-citernes. »* Michel ne sait pas jusqu'à quand cette situation va perdurer : on ne lui a rien dit.

L'AMANT MET LE FEU À LA MAISON

Une femme de 32 ans, habitant Chemin Grenier, a fait une déposition à la police le dimanche 8 janvier à 03h du matin. Elle a affirmé que son amant, un homme de 22 ans, l'aurait agressée et mis le feu à sa maison. Elle aurait été légèrement blessée et les dégâts sont estimés à Rs 10 000. Son amant aurait été appréhendé par la police.

VASSEN KAUPPAYMUTHOO :

« C'est la CWA qui gaspille l'eau et non les Mauriciens »

Vassen Kauppaymuthoo, estimez-vous que la baisse de la pluviométrie est un facteur explicatif de nos problèmes d'eau ?

La pluviométrie moyenne à Maurice est de 2 100 mm par an, avec des variations d'une année sur l'autre. Ces variations sont visibles pour 2010 avec un chiffre plus bas de 9,7 % par rapport à la période de référence (1971-2000). Cette variation reste, selon moi, dans la norme. D'ailleurs, si je me réfère aux chiffres utilisant l'écart type qui définit les variations normales, ce chiffre est de 374 mm. Tant qu'on se situe dans la fourchette de 2 100 mm +/- 374 mm, cela ne peut pas être considéré comme une situation exceptionnelle. Que peut-on alors dire de 2009 où nous avions 2 300 mm de pluie ? 2010 n'est pas une année exceptionnelle en terme de sécheresse.

Donc vous estimez que Maurice ne subit pas de sécheresse ?

Pas du tout. Maurice ne subit pas de sécheresse. A titre de comparaison, en Namibie, la pluviométrie varie entre 50 mm par an et 600 mm par an selon les régions. Voilà un pays qui souffre réellement de sécheresse. A Maurice, on a 4 000 millions de mètres cubes d'eau qui tombent sur l'île annuellement. On utilise 223 millions de mètres cubes de cette eau pour les besoins domestiques, et cela fait à peine plus de 5 % de l'eau reçue sur l'île en terme de pluie. Alors venir dire qu'on a des problèmes de sécheresse sur une île au climat tropical comme Maurice c'est un peu berner les gens.

Mais on nous dit que les Mauriciens gaspillent l'eau !

A Maurice on consomme 170 ou 180 litres d'eau par jour et par personne. D'accord si on était en Israël ou aux Emirats Arabes Unis, on pourrait dire qu'on gaspille l'eau. Mais à Maurice, avec toute cette eau qui tombe, on se pose réellement la question si on ne demande pas déjà un peu trop à la population en la rationnant à quelques heures par jour pour les chanceux (souvent de 4h à 8h du matin), avec une eau boueuse pour certains et en lui faisant subir une augmentation de plus de 30 % du tarif. Je pense que ce ne sont pas les Mauriciens qui gaspillent l'eau, c'est plutôt la CWA qui gaspille 50 % de notre eau potable traitée et chlorée, avec les fuites dans le réseau. C'est la CWA qu'il faudrait sanctionner plutôt que la population qui souffre réellement et qui paie réellement le prix de cette mauvaise gestion.

Les Mauriciens seraient donc des boucs émissaires ?

Selon moi, on se sert de chiffres pour dévier le vrai problème, pour transférer la responsabilité du problème sur d'autres choses et pour faire oublier les vrais problèmes : la mauvaise gestion de la CWA à cause de la démotivation générale du personnel, des interventions politiques et des luttes internes, le manque de moyens, le manque de formation, le sur-paiement des experts étrangers et le sous-paiement des fonctionnaires locaux. La CWA semble être devenu un bateau à la dérive secoué dans tous les sens par les différents gouvernements, mais nul ne sait réellement dans quelle direction elle se dirige. On parle même de privatiser l'organisation alors que l'on sait que l'eau est essentielle et que cela a causé beaucoup de problèmes sociaux et même des émeutes dans certains pays d'Amérique du Sud suite aux augmentations. Il faut redresser la barre avant qu'il ne soit trop tard.

Vous voulez dire qu'on est en train de se cacher derrière les chiffres ?

Dans un pays où la population ne reçoit l'eau que 4 heures par jour, on vient nous dire qu'on gaspille l'eau, on est à côté de la plaque. Oui, on est en train de se cacher derrière les chiffres.

On n'a pas besoin de chiffres pour constater que le réservoir de Mare-aux-Vacoas est presque vide.

Mare-aux-Vacoas représente une anomalie importante, d'autant plus que la Mare Longue qui est à quelques centaines de mètres de là est quasiment pleine. Je pense qu'il faudrait examiner les possibilités de fuite de plus près, mais également le déboisement intensif auquel Maurice est actuellement en train de faire face : on a beaucoup déboisé pour créer des routes, des IRS, des champs



pour cultiver des légumes, même autour de la Mare aux Vacoas. Les arbres jouent un rôle important, même critique, car ils agissent comme des réservoirs d'eau naturels attirant la pluie. Le manque de pluviométrie dans certains endroits, s'il est avéré, peut être causé par la diminution drastique de notre couverture végétale. Les Anglais ont découvert cela très tôt, et ils ont engagé de gros moyens pour reboiser les régions autour de la Mare aux Vacoas. Mais nous avons tout oublié, et notre appétit effréné pour les gains rapides nous a mené à cette situation.

Pensez-vous qu'il pourrait y avoir un problème de détournement de rivières alimentant le réservoir ?

Dans ce cas, je pense que ce n'est pas l'eau qu'on est en train de détourner, mais l'attention des gens par rapport aux problèmes réels. En effet, la plupart des compagnies sucrières qui puisent l'eau dans les rivières collaborent avec la CWA et gèrent leur eau généralement bien, à part certaines exceptions. Pointer du doigt ces compagnies sucrières, c'est en faire des boucs émissaires, c'est encore une fois, selon moi, une façon de détourner l'attention par rapport au problème principal qui est un problème de gestion de l'eau.



Comment réagir par rapport à cette situation alarmante ?

L'eau, c'est la vie, c'est une commodité de laquelle dépend lourdement en premier lieu la stabilité sociale de notre île, mais aussi les activités économiques. Un pays sans eau, c'est un désastre assuré. Je connais d'ailleurs beaucoup d'étrangers qui pensent repartir à cause de ce problème, et je perçois beaucoup d'inquiétudes de la part de plusieurs opérateurs économiques. Ce problème d'eau nous ramène dans le tiers-monde. Mais après tout, je me demande si nous ne commençons pas à payer le prix de notre manque de considération pour notre environnement pour des gains d'argent rapides. Ce n'est que quand le dernier arbre aura été coupé, que nos terres auront été vendues et bétonnées, nos rivières et nos océans auront été empoisonnés et détruits et que nous n'aurons plus d'eau que nous nous rendrons compte que l'argent n'est pas comestible.

VOL À LA TIRE

Une femme de 40 ans s'est fait arraché son sac à main dans le centre de Port-Louis le mardi 17 janvier à 15h30. Elle s'est faite agressée par un motocycliste. Le sac à main contenait son téléphone portable et la somme de Rs 20 000. Elle a consigné une déposition à la station de Pope Hennessy.



AMOUREUX VIRTUELS

ALERTE A L'ARNAQUE

Une nouvelle forme d'escroquerie, le « romance scam » touche Maurice. Jusqu'à présent, ces séducteurs par internet sévissaient surtout en Afrique et aux Etats-Unis, mais avec l'arrivée des réseaux sociaux, Maurice n'est plus à l'abri de ces arnaques aux sentiments. Nous avons rencontré Sharmilah, qui tente désespérément d'arracher sa nièce des griffes d'un « scammer », et Nazeemah, qui pense être victime d'un « scam ».

Catherine Boudet

SHARMILAH : « JE NE RECONNAIS PLUS MA NIECE »

« JE SUIS terriblement inquiète pour ma nièce », soupire Sharmilah(*). Architecte à Mumbaï, Sharmilah est rentrée en urgence à Maurice pour voir sa nièce. Nous l'avons rencontrée dans un petit restaurant de Flic-en-Flac, où elle a bien voulu nous confier son témoignage. *« Ma cousine était une jeune femme très gaie. Mais depuis qu'elle a rencontré ce type sur internet, elle a changé. Elle est constamment sous anti-dépresseurs et elle est en train de perdre beaucoup d'argent. J'ai peur pour elle… »*

Cela fait un an que la cousine en question est fiancée… avec un prétendant qu'elle n'a encore jamais vu. Ils se sont rencontrés sur facebook, se sont échangé leurs photos, puis la confiance s'est installée et le bal des sms a commencé. Et, de confidences en déclarations d'amour, elle est tombée sous le charme de ce beau Mauricien, ingénieur en aéronautique basé à Dubai. Depuis, les deux tourtereaux filent le parfait amour… virtuel.

Seule ombre au tableau, nos deux tourtereaux n'ont toujours pas pu se rencontrer : le prince charmant serait actuellement dans un hôpital en Italie. *« Depuis plusieurs mois, il serait victime d'un cas très étrange de possession »*, explique Sharmilah. *« C'est ce qui explique qu'il ne peut pas rencontrer ma cousine. Elle a bien essayé d'aller lui rendre visite, mais quand elle est arrivée en France, il lui a dit de retourner à Maurice, car dès qu'elle s'approche trop près de lui géographiquement, la possession empire. »* La cousine est donc rentrée bredouille. Par contre, elle doit envoyer régulièrement de l'argent au malade afin de l'aider à payer les frais d'hôpital. *« Elle a dû dépenser plus de Rs 200 000 jusqu'à présent »*, s'indigne Sharmilah.

Mais la jeune fille ne veut rien entendre. *« Elle ne peut pas accepter l'idée que cet homme, si attentionné, soit en train de lui mentir. Il est tout le temps présent, il lui envoie des sms à longueur de journée »*. Un peu trop présent d'ailleurs, du goût de Sharmilah. *« Ma cousine reste collée à son téléphone portable, elle ne veut plus sortir, attention que le type lui reproche ses fréquentations. Elle est complètement* hooked. *Et à cause de cette pression, elle est maintenant constamment sous anti-dépresseurs »*.

Sharmilah est désemparée, elle comprend que sa cousine est en danger. *« Ma cousine est orpheline. Elle a perdu ses parents quand elle était très jeune. Alors, elle est vulnérable et ce type en profite »*, se désole-t-elle. *« Maintenant, je suis très inquiète, car en plus d'envoyer beaucoup d'argent à ce type, elle n'est plus en état de s'occuper de son business et ses affaires commencent à aller mal. »*

LE « ROMANCE SCAM » C'EST QUOI ?

LE ROMANCE SCAM, c'est une arnaque où un étranger prétend avoir une attirance, des sentiments amoureux pour une personne rencontrée sur internet. Celle-ci croit avoir trouvé l'âme sœur. En réalité, la victime est en train de dialoguer avec un escroc, qui utilisera cette relation pour lui réclamer de l'argent. Le scammer utilise de fausses photos et fait diverses promesses (mariage, rencontre future...) pour mieux manipuler sa proie.

Les scammers fonctionnent en bandes organisées. Ils suivent un scénario établi. Ils travaillent en équipe et se relaient. C'est pourquoi vous avez l'impression que la personne est toujours sur l'ordinateur ou au portable. Vous croyez dialoguer avec votre prince(sse) charmant(e) quand en réalité vous être en train de parler avec plusieurs personnes différentes.

Pour en savoir plus :
www.actionfraud.org.uk
www.romancescams.org

Maneesh Gobin, avocat : « Je recommande de porter plainte »

« Si quelqu'un est victime de romance scam, je lui conseille d'aller au IT Department de la CCID, aux Casernes. Il faut amener l'ordinateur sur lequel vous communiquez avec la personne. Ils font une analyse de l'ordinateur, on peut presque tout retracer avec les adresses IP, ils sont très bien équipés. Le romance scam peut tomber sous la législation du Computer Misuse and Cybercrime Act. S'il y a aussi escroquerie, c'est un délit pénal. Si on a des preuves, une plainte doit également être déposée au CCID au Casernes.

Je recommande aussi de porter plainte auprès de l'Information and Communication and Technology Authority (ICTA). Ils peuvent retracer l'adresse IP du scammer et la bloquer. Ils peuvent aussi demander à leur homologue, l'autorité régulatrice dans le pays en question, de retracer le scammer et de le bloquer.»

Un accident impliquant une voiture et un camion a fait deux blessés sur l'autoroute. Les véhicules roulaient en direction de Réduit quand la voiture a heurté l'arrière du camion. Le chauffeur, un étudiant de 20 ans habitant Lallmatie et les trois occupants de la voiture ont été blessés. Cependant, deux d'entre eux seulement ont été hospitalisés au Dr Jeetoo Hospital. L'état de santé d'un des blessés serait sérieux.



NAZEEMAH : « SA TANTE MILLIARDAIRE ME REMBOURSERA »

Un petit visage avec de grands yeux cernés, c'est Nazeemah (*). Elle a accepté de me recevoir dans sa maison de Port-Louis, où elle vit seule avec sa soeur. Elle se déplace comme une ombre, son portable vissé à la main. Pendant tout le temps que durera notre conversation, ce portable ne va pas la quitter. Toutes les dix minutes ou presque, elle doit répondre aux sms entrants qu' « il » lui envoie. Et c'est comme ça toute la journée, depuis plus d'un an.

« Il », c'est le boyfriend, l'objet de tous ses soucis. Elle avoue la tension nerveuse, les problèmes de santé que lui cause cette situation. *« Toute la journée il me texte. Ça me prend tout mon temps et ma concentration »*, s'irrite Nazeemah.

« Il » est Mauricien, pilote d'avion stagiaire, ou c'est du moins ce qu'il prétend, dans l'école de pilotage d'une prestigieuse compagnie aérienne. Ils se sont rencontrés sur facebook, fin 2010. *« Il m'a ajoutée sur sa liste d'amis puis nous avons tchaté. »* Pour Nazeemah, tout cela est banal : *« Ça s'est passé comme avec toutes les autres personnes avec qui je tchate »*. Mais, très vite, il lui demande de passer sur msn. *« Et puis on s'est échangé les numéros de téléphone et il a commencé à me texter. »* Puis une relation sentimentale se développe.

Après 6 ou 7 mois de relation sentimentale, voilà que Nazeemah doit commencer à lui envoyer de l'argent. *« Lors d'un vol sur la Turquie, il est tombé malade pendant l'escale. Il avait des problèmes cardiaques et il a dû être hospitalisé. Depuis, il est coincé là-bas. Il n'a pas de moyens financiers, car il avait oublié sa carte visa et il n'a pas d'*internet banking », explique Nazeemah. Alors, elle s'est sentie obligée de l'aider. *« Ce sont toujours des petites sommes, moins de Rs 5 000. Le maximum en une tranche, ça a été Rs 20 000. »* Des montants qu'elle doit remettre à une « cousine » qui se charge de les expédier par DHL, paraît-il, avec également du chocolat et des gajacks. Mais Nazeemah n'a jamais vu les reçus de DHL pour ces envois… Des envois qui se font maintenant à une fréquence régulière, tous les dix jours environ.

Mais, précise Nazeemah, *« une fois qu'il aura de nouveau accès à son compte bancaire, il pourra tout me rembourser. Il a une tante milliardaire qui lui a fait un versement sur son compte. »*

En attendant, Nazeemah n'a jamais vu le garçon et elle ne lui a parlé au téléphone que 3 fois. *« Il est à l'étranger mais avec un numéro mauricien en roaming »*. Une carte sim qu'elle a dû acheter à son nom à elle et lui faire parvenir, précise la jeune fille. Et puis, *« il n'arrive pas à passer des appels car le micro de son portable est abîmé. Il peut seulement texter. »* Tous les soirs ils tchatent sur msn, mais là aussi, c'est l'homme invisible : *« J'ai une webcam, lui il me voit, mais comme il a un Ipad 1, c'est un modèle qui n'est pas équipé de webcam, alors moi je ne le vois pas. »*

Des doutes ont tout de même fini par germer dans la tête de Nazeemah. En demandant à la compagnie de téléphonie le relevé des communications en roaming, elle est tombée de haut : *« Ils ne reconnaissent pas le numéro comme étant utilisé actuellement hors de Maurice »*.

Malgré tous ces obstacles, Nazeemah espère toujours. *« J'ai l'espoir que les choses finiront par aller mieux, c'est-à-dire que tous ces obstacles pour se voir, se rencontrer, se parler, vont se lever… »* Récemment, une amie lui a suggéré qu'elle pourrait être victime de romance scam. C'est justement pour cela qu'elle a accepté de nous rencontrer, de nous confier ses doutes, de nous apporter son témoignage. *« Mais j'ai du mal à y croire. Je ne veux pas faire erreur sur la personne. Et puis j'ai peur. Je me sens surveillée. »*

(*) Prénoms fictifs



NOTRE ECLAIRAGE

POUR CETTE enquête très particulière, nous avons dû nous appuyer sur l'expertise d'une conseillère de l'organisation américaine de lutte contre le scam,romancescams.org. Car à Maurice, nous sommes encore largement démunis face au phénomène. Parmi la dizaine de psychologues que nous avons interrogés, aucun n'a eu de cas de victimes de 'romance scam'. Or, malheureusement, comme le montre les témoignages de Sharmilah et de Nazeemah, le territoire mauricien n'est plus à l'abri de ce cybercrime.

Il ressort de nos deux témoignages que, même si à ce stade les victimes en sont encore au stade de doute quant à l'identité de leur interlocuteur, il n'empêche que les scenarios qui se dessinent indiquent que nous sommes en présence de romance scam.

Nous pouvons en effet voir se dégager un mode opératoire dans les deux témoignages. Et selon Bunny C. la conseillère de romancescams.org, nous sommes en présence ici du scénario « nigérian ». Certes, il semble assez clair, du moins dans le cas de Nazeemah, que le scammer est bel et bien à Maurice. Il n'empêche que tout indique clairement donc d'un transfert de compétences entre ces scammers mauriciens et d'autres scammers à l'étranger.

Pour autant, si ces scammers mauriciens ont l'air bien rodés dans les techniques de manipulation psychologique et dans les argumentaires acquis, il leur manque, de toute évidence, le vécu associé aux situations présentées. Ainsi, celui qui est bloqué en Turquie ignore que les pilotes stagiaires ne font pas de vols d'essais sur des lignes régulières avant d'avoir obtenu leur licence, mais uniquement sur simulateur. Quant à celui qui est retenu en Italie, il ignore, pour sa part, que les ingénieurs présents sur un vol pour la maintenance de l'avion, n'ont pas le droit de descendre de l'avion lors d'une escale. C'est ce que nous a confirmé un pilote d'Air Mauritius que nous avons interrogé à ce sujet.

Les victimes, elles, sont dans le déni. Elles ne réalisent pas qu'elles ont en face d'elles un personnage fictif, et que les règles qui s'appliqueraient dans une relation humaine entre deux individus, ne s'appliquent plus parce qu'elles ont en face d'elles une véritable machine de guerre.

DU SCAM AU SUICIDE

Le romance scam pourrait avoir déjà fait plus de 200 000 victimes au Royaume-Uni en quelques années, estiment les responsables du Online Dating Romance Scam Project, mené par une équipe de chercheurs de l'université de Leicester, Prof. Monica Witty et Dr Tom Buchanan.

Mais beaucoup de victimes n'osent pas parler, à cause de la honte et du traumatisme. Certaines se sont même suicidées. « Dans certains cas ils ont même hypothéqué leur maison », explique le Dr Tom Buchanan.

« Quand ils apprennent au sujet du scam, ils sont dévastés, pas juste pour la perte financière, mais pour la perte de l''âme sœur', de cette personne dont ils croyaient qu'elle avait de réels sentiments pour eux. Certains sont tellement pris dans le scénario qu'ils ont du mal à séparer la réalité de la fiction ».

Les dégâts psychologiques du scam résultent aussi de leurs procédés très sophistiqués de manipulation, qui relèvent du harcèlement, explique Bunny C., conseillère de romancescams.org. « Ils gardent la victime si attachée à eux, qu'elle n'a pas le temps de prendre du repos. Ils peuvent même éloigner la victime de ses amis, de sa famille, etc. Le brainwashing est intense. De cette façon, ils la rendent vulnérable et malléable. Les résultats sont très proches du syndrome de Stockholm. »

LE ROMANCE SCAM POUR FINANCER LE TERRORISME

LES VICTIMES du romance scam ne risquent pas seulement de se faire briser le cœur et de se faire plumer. Elles peuvent aussi servir, sans le savoir, au blanchiment d'argent.

L'organisation américaine romancescams.org, spécialisée dans la lutte contre ce cyber-crime, est formelle : « Que vous le vouliez ou non, vous êtes en train de communiquer avec des personnes qui ont des connexions terroristes ». Le FBI américain admet qu'une partie de l'argent pris aux victimes sert à financer le terrorisme international.



NO 104 - DU SAMEDI 28 JANVIER AU VENDREDI 3 FÉVRIER 2012- RS 15



RÉFORME ÉLECTORALE



8 Le PM ne veut pas du communalisme

SUR FACEBOOK



13 Concours jugés illégaux par la GRA

GLAMOUR

22 Au nom de la Robe

FA CUP



34 Choc Liverpool vs Manchester Utd



LES CONCESSIONS

À QUI APPARTIENNENT LES TERRES À MAURICE?

● Me Jean-Marie Leclézio : « Les concessions n'étaient pas des dons de terres. Elles étaient accordées au nom du Roi pour la mise en culture et souvent, pour une période limitée »

PAGES 6-7

POSSESSION DE DROGUE

Lors d'une patrouille sur la place de l'Immigration le mardi 24 janvier à 13h45, des policiers ont arrêté un homme de 31 ans qui était en possession d'une fiole qui semblait contenir de la 'méthadone'. L'homme est détenu pour possession illégale de drogue.

LES TERRES ET LEUR HISTOIRE

Jean-Marie Leclézio : « L'ignorance a facilité les abus »

L'histoire des concessions, les ancêtres des terres à bail, est encore méconnue. Cette ignorance a des conséquences graves aujourd'hui, comme le problème de dépossession des terres mis en avant par le rapport de la Commission Justice et Vérité. Une étude menée par un juriste, Me Jean-Marie Leclézio, vient apporter un éclairage inédit sur le régime des concessions et ses conséquences.

BC


Me Jean-Marie Leclézio mène actuellement une recherche sur l'histoire juridique des terres à Maurice.

CONTRAIREMENT AUX idées reçues, *«les concessions n'étaient pas des dons de terres»*, fait ressortir Me Jean-Marie Leclézio. Ce juriste travaille actuellement sur l'histoire des concessions, qui sont les «ancêtres» des terres à bail. *«Nous sommes encore largement ignorants du statut que les terres avaient par le passé. Et pourtant, ce statut détermine encore nos représentations contemporaines»*, souligne Me Leclézio.

La question des terres est actuellement au coeur de plusieurs dossiers chauds : le dossier des fausses prescriptions soulevé par la Commission Justice et Vérité (CJV), la déforestation qui met en danger l'approvisionnement de la Mare aux Vacoas, le manque de planification d'un développement que l'on voudrait *«durable»*…

Et si le dénominateur commun, le nœud à la racine de ces problèmes, c'était la façon dont nous représentons la terre et surtout, la propriété de la terre ?

Déjà, quand on considère les cas de prescriptions abusives ou frauduleuses, on constate combien *«la méconnaissance de l'histoire juridique des terres, de l'évolution des statuts de la terre, a des conséquences graves aujourd'hui»*, martèle Jean-Marie Leclézio. *«D'abord, parce qu'elle a facilité et entraîné ces abus, mais aussi par rapport à l'occupation des sols, cette ignorance hypothèque l'avenir»*.

Ce qui se vérifie quand on examine les comportements d'aujourd'hui face à l'environnement. *«Au début de la Colonie, il s'agissait d'abattre des arbres et de faire fructifier la terre pour pouvoir s'installer, mais maintenant c'est l'opposé, il s'agit de reboiser et de préserver»*, observe le juriste.

MENACE ÉCOLOGIQUE

«Or, on continue de se comporter comme les colons de l'époque, en continuant à déboiser et à arracher.» Du coup, si Maurice rencontre des menaces écologiques, Rodrigues est déja en état de catastrophe écologique, à cause de la déforestation, de l'érosion et de l'extinction des espèces endémiques.

Il serait donc urgent de se pencher sur l'histoire de la propriété foncière et des

> ***«Au début de la Colonie, il s'agissait d'abattre des arbres (...) mais maintenant c'est l'opposé, il s'agit de reboiser et de préserver.»***

représentations de la terre, pour mieux conscientiser la population et sensibiliser les décideurs à la recherche de solutions pour préserver la qualité de vie. *«Il faut une réflexion sur la revalorisation du sol et de la nature. Pour cela, il est important de connaître l'histoire des terres. Car la valeur des terres change à travers l'histoire »*, affirme Me Jean-Marie Leclézio.

Il observe que l'esprit dans lequel avaient été accordées les premières concessions, au 18e siècle, respectait un certain souci de développement durable, en particulier l'idée que l'humanité a la responsabilité de veiller au bon usage des terres et à leur transmission aux générations futures. Ainsi, les concessionnaires avaient obligation de conserver une partie de leurs terres en forêts (voir page 7).

Jean-Marie Leclézio s'est donc penché sur l'histoire juridique des concessions. Il est donc intéressant de mettre sa recherche en perspective avec celle de la CJV, dont le rapport paru en décembre dernier aborde aussi la question des terres dans son volume 2.

Soulignant que *« le contrôle de la terre a toujours été un enjeu central et une source latente de conflits»*, le rapport de la CJV aborde plutôt la question sous l'angle des dépossessions de terres.

L'analyse de Jean-Marie Leclézio va plus loin, apportant un éclairage juridique sur les conséquences du régime des concessions, et de son évolution, sur la transmission de la propriété foncière. Il vient montrer notamment que, selon les différentes époques (période de la Compagnie des Indes, la période post-révolutionnaire et la période anglaise) où les concessions ont été octroyées, cela n'aura pas les mêmes conséquences sur la possibilité pour les descendants des concessionnaires d'en réclamer la propriété.

NOUVELLES PISTES

Ainsi, les changements de statut des terres obtenues en concession durant la période française, du fait de la parenthèse révolutionnaire, rendent plus compliquées les revendications par les héritiers, comparées à celles qui ont été obtenues pendant la période anglaise, comme c'est le cas pour la famille Bégué par exemple. *«C'est une chance, du point de vue juridique, que leur concession ait été octroyée durant la période anglaise»*, estime Me Leclezio. *«Car ainsi ils échappent à la problématique des concessions françaises obtenues sous l'Ancien Régime français, et ayant subi les conséquences de la Révolution et de la proclamation du Code Civil. Du coup, c'est un cas exempt de vices potentiels.»*

Dans le sillage du rapport de la CJV, ces réflexions de nature juridique viennent ainsi dessiner de nouvelles pistes de recherche possibles sur cette question des terres et des concessions.

LES PREMIERES CONCESSIONS

EN 1723 l'île est concédée par le Roi de France à la Compagnie des Indes qui, pour mettre en valeur les terres, instaure le système des concessions. Les premières concessions datent de 1726. Entre 1726 et 1729, 40 concessions sont accordées.

Il existe alors plusieurs types de concessions, octroyées en fonction des métiers : les grandes concessions de 312 arpents (131 hectares) sont réservées aux officiers et employés de la Compagnie ; les petites concessions de 156 arpents (66 hectares) sont attribuées aux soldats et aux ouvriers.

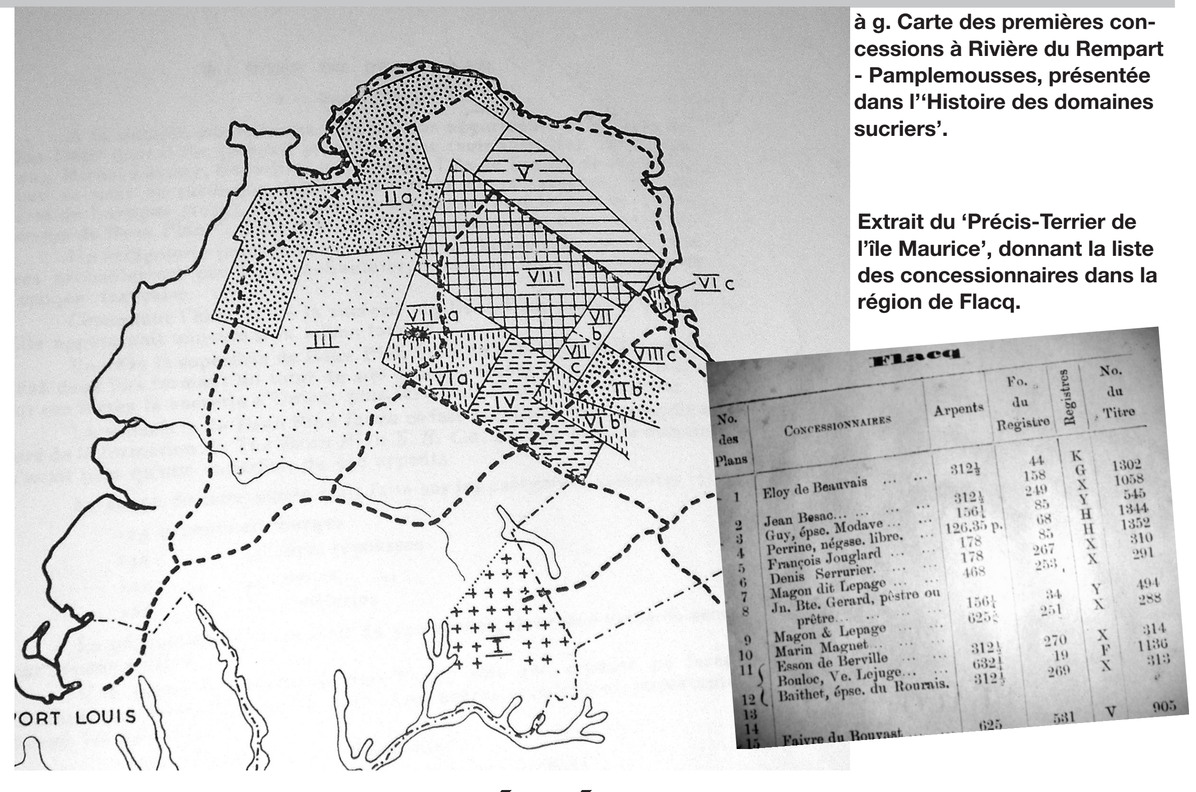
Avec la terre, les concessionnaires reçoivent aussi les moyens de la cultiver. *«Les concessionnaires reçurent à titre de prêt, remboursables dans les conditions les plus avantageuses, de l'argent, des esclaves, des bœufs, des semences, des instruments aratoires, etc., pour aider aux premiers frais d'établissement»*, lit-on dans le *Précis-Terrier de l'île Maurice* écrit par le notaire Adolphe Macquet en 1887, qui recense toutes les concessions de la Colonie à cette époque.

Selon les règlements de l'époque, les bénéficiaires des concessions disposaient d'un délai de 3 ans pour mettre en valeur leur concession (Règlement du 23 décembre 1730) et ils avaient interdiction de s'absenter de leurs habitations, faute de quoi la concession était confisquée. D'ailleurs, Adolphe Macquet dans son Précis-Terrier, mentionne que *«deux arrêtés du Conseil Supérieur, datés du 8 février 1752, ont annulé les titres de 201 terrains abandonnés par des particuliers qui en avaient obtenu concession»*. Enfin, les concessionnaires ont l'obligation (Règlement de 1769) de conserver un quart des terres de leur concession en forêt.

Adolphe Macquet raconte : *«Le 12 Mai 1759, une habitation de 468 arpents aux Pamplemousses, connue sous le nom de Maison Blanche, et formée de la réunion de 3 terrains de 156 arpents, concédée d'abord à M. Collet, fut concédée à M. Dusset, Capitaine d'infanterie, à la charge par ce dernier de payer à la Compagnie 48 poules ou chapons ; par année, deux journées de corvée par chaque tête de noir au-dessus de 15 ans, applicables à la confection des grands chemins, ou selon les indications de la Compagnie, qui, outre la redevance exigée, s'était réservé la coupe des bois, et le droit de chasse et de pêche.»*

Malgré (ou à cause de) ces règlements très stricts, la Compagnie ne réussit pas à retenir les premiers colons sur les terres. En 1788, sur un total de 210 800 arpents concédés, seulement 72 800 sont effectivement mis en valeur. La géographe Astrid de Gentile *(Les Franco-Mauriciens : étude ethno-géographique*, 1996) observe d'ailleurs qu'*«à la suite des ventes, héritages ou alliances qui ont eu lieu au cours du temps, on ne retrouve aucune concession ayant appartenu aux premiers colons»*, à l'exception de deux parcelles à Grand-Port marquées au nom de Rochecouste en 1770 et qui appartiennent toujours à la même famille.

En 1767, on répertorie 427 concessions totalisant 375 000 arpents, couvrant donc deux tiers de la superficie de l'île, rapporte le rapport de la CJV. A la prise de l'île en 1810 par les Anglais, il reste encore 4 925 arpents de réserves non concédées, selon Adolphe Macquet. Elles le furent peu après 1810. Un inventaire en 1816 indique que 432 680 arpents sont alloués en concession.



Flacq

No. des Plans	Concessionnaires	Arpents	Fo. du Registre	Registres	No. du Titre
1	Eloy de Beauvais	312½ / 312½	44 / 158	K / G	1302 / 1058
2	Jean Besac...	156¼	249	X	545
3	Guy, épse. Modave	126.35 p.	85	Y	1344
4	Perrine, négsse. libre. ...	178	68	H	1352
5	François Jouglard	178	85	H	310
6	Denis Serrurier.	468	267	X	291
7	Magon dit Lepage		253	X	
8	Jn. Bte. Gerard, pêstre ou prêtre...	156¼	34	Y	494
9	Magon & Lepage	625½	251	X	288
10	Marin Magnet...	312½	270	X	314
11	Esson de Berville	632¼	19	F	1136
11 / 12	Bouloc, Ve. Lejuge... ...	312½	269	X	313
12	Baithet, épse. du Rourais.				
13 / 14 / 15	Faivre du Bouvast ...	625	531	V	905

à g. Carte des premières concessions à Rivière du Rempart - Pamplemousses, présentée dans l''Histoire des domaines sucriers'.

Extrait du 'Précis-Terrier de l'île Maurice', donnant la liste des concessionnaires dans la région de Flacq.

LES PREMIERS BÉNÉFICIAIRES

LES PREMIERS bénéficiaires de concessions, en 1726, furent Jacques Thomas Jonchée de la Golleterie, capitaine de vaisseau de la Compagnie des Indes, et Pierre Christophe Lenoir, gouverneur de Pondichéry.

Dans son Précis-Terrier de l'île Maurice, Adolphe Macquet raconte que *«les concessionnaires étaient quelques habitants de Bourbon, des industriels et anciens nobles de plusieurs parties de la France, des marins de St-Malo, des soldats vétérans, etc.»* Quelques-uns de ces premiers concessionnaires ont laissé leurs noms aux lieux qu'ils ont habité, par exemple Chamarel.

Le Dr Guy Rouillard précise que les plus importantes concessions sont alors celles d'un sieur Reminiac, qui est l'associé du gouverneur Mahé de Labourdonnais (3 750 arpents à Villebague), ou encore celle de Jacques le Roux de Kermorseven (7 747 arpents).

Si la majorité des concessionnaires sont des Blancs, des Libres de couleur, d'origine africaine ou indienne, obtiennent aussi des concessions. Le géographe J.F. Dupon (*Contraintes insulaires et fait colonial aux Mascareignes et aux Seychelles*, 1977) signale que ce sont pour la plupart des personnes ayant des positions privilégiées dans l'administration coloniale. Car, à la différence des Blancs, les Libres de couleur devaient verser une contrepartie financière pour obtenir leurs concessions. Le premier Libre de couleur à recevoir une concession fut la princesse malgache Bety, en 1758. Enfin, les libres de couleur n'avaient pas le droit de transmettre leur concession à leurs descendants.

Quant aux esclaves, considérés comme «biens meubles» par le Code Noir, ils n'avaient pas le droit de recevoir des terres en concessions.

UN SYSTEME FÉODAL

LE SYSTÈME de concessions était une forme d'allocation des terres hérité du système féodal. Les concessions ne sont pas des dons. Elles sont accordées pour une période de temps limité ou illimité.

Dans le système féodal, la terre appartenait au Roi, c'est le « domaine éminent ». Les personnes n'en avaient que le droit d'occupation. Le « domaine utile » est l'ensemble des terres que le Roi leur concède pour exploitation. L'intermédiaire entre le Roi et les personnes qui font fructifier la terre, est le seigneur.

Ainsi, le système de concessions reproduit ce système pyramidal. Le rapport de la CJV note d'ailleurs que dans l'Acte de concession de l'Ile de France à la Compagnie des Indes, l'île est décrite comme une «Seigneurie». La Compagnie se réserve *«tout droit de seigneurie directe de bannalités chasse et pêche»*, cite le rapport de la CJV.

Cette conception de la terre change avec la Révolution française. *«L'Etat s'approprie les terres du roi, la distinction entre domaine utile et domaine éminent est abolie»*, explique Me Leclezio. *«Il y a une différence fondamentale entre le bon vouloir de Sa Majesté et un Code civil édicté par un Parlement. Avec le Code civil entré en vigueur en 1806 à Maurice, c'est un changement capital au niveau de la législation sur les terres»*, conclut-il. En pratique, beaucoup de concessionnaires dans la période post-révolutionnaire s'octroient alors le droit de propriété de leurs concessions.

Mais on revient en arrière avec la prise de l'île par les Anglais. Les terres qui n'étaient pas encore concédées en 1810 deviennent propriété de la Couronne (*Crown lands*). Les colons qui ne peuvent prouver leur titre de propriété voient leurs terres retournées au domaine de la Couronne, indique le rapport de la CJV. Les conditions d'exploitation des concessions restent fondamentalement les mêmes que sous la Compagnie des Indes : obligation de mise en valeur et de garder un sixième des terres sous forêt.

La législation évolue toutefois pendant la période anglaise. La législation de 1853 stipule que les *Crown lands «peuvent être vendues à perpétuité, ou concédées à la discrétion du Gouverneur, mais ne peuvent pas être enlevées à la couronne par des cessions gratuites »*. Avec l'ordonnance de 1874, la terre des *Crown Lands* peut désormais être vendue aux particuliers. Quant aux concessionnaires, ils peuvent désormais, sous certaines conditions échanger leurs concessions contre des dons de terres.

MASSACRE DES LIONS-DE-MER

Un groupe connu pour sa lutte contre les baleiniers s'est joint aux enquêteurs fédéraux des Etats Unis pour faire la lumière sur le massacre des lions-de-mer, surtout après la découverte de plusieurs cadavres près de Seattle. Les autorités américaines offrent une récompense de 10 000 $ pour toute information menant à l'arrestation et la condamnation de quiconque est responsable.



RÉFORME EN PANNE

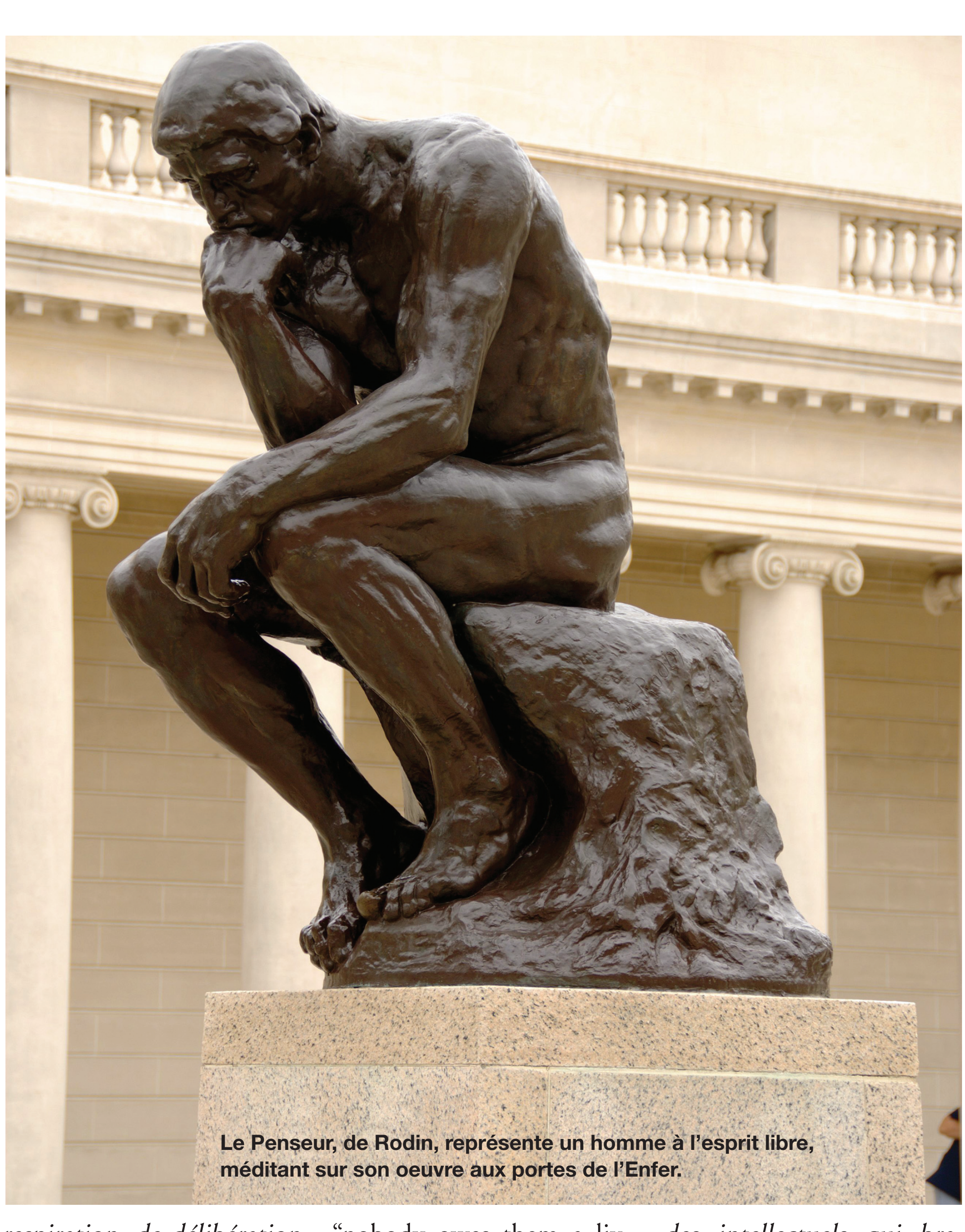
LA FAUTE AUX SEMI-INTELLECTUELS

Un véritable déluge d'opinions s'est abattu sur les colonnes de la presse concernant la réforme électorale. Pourtant, les Mauriciens se demandent où sont les vrais leaders du changement. L'intellectuel mauricien serait-il mort ?

C.B.

«On aurait bien besoin de cet homme-là dans les milieux politiques.*» C'est l'avis de Serge Rivière, professeur émérite en littérature. Cet homme-là dont il parle, c'est l'intellectuel. *«Réformer les esprits d'abord et de là découlera la réforme de la société. Quant au* best loser system, *on perd son temps.»*

Pour toutes les personnes qui ont participé à notre enquête, les intellectuels ont un rôle important à jouer à Maurice. Un rôle qui devrait être le même que dans toute autre société, estime Dominique A., enseignante de français, à savoir *«dénoncer, défendre la justice, la transparence et proposer l'alternative»*. Pour Brigitte Masson, engagée dans le social auprès des enfants, l'intellectuel doit avant tout servir *«d'éclaireur et d'éveilleur de consciences»*. Pour Philip Li Ching Hum, Education Officer, il doit être *«à l'avant-garde du combat pour éviter les dérives… a watchdog of society»*.



Le Penseur, de Rodin, représente un homme à l'esprit libre, méditant sur son oeuvre aux portes de l'Enfer.

REVE BRISÉ

A Maurice, le combat majeur des intellectuels devrait être, estime le professeur Serge Rivière, de *«faire avancer le combat de l'"equal opportunity", de l'éducation pour tous ainsi que le combat contre la corruption, le népotisme et la pauvreté»*. Ce serait, pour Dominique A., de *«combattre les schémas imposés qui empêchent la liberté et l'existence d'identités singulières»*, enjeu rendu d'autant plus important du fait de la réduction continue à Maurice des *«espaces de respiration, de délibération et de libération»*.

Mais les intellectuels mauriciens, qui sont-ils ?

«Il y a d'abord les journalistes, ensuite les membres d'associations, et certains académiciens», énumère Serge Rivière, *«mais certainement pas les politiques»*. Roland Tsang Kwai Kew, ancien journaliste, y ajoute *«quelques hauts fonctionnaires, mais qui sont liés par le droit de réserve, et des personnes du secteur privé ou des gens éduqués qui profitent de leur retraite pour s'exprimer parce que* "nobody owes them a living"*»*.

Pourtant, les intellectuels mauriciens semblent bien loin de cet idéal qu'on se fait d'eux. Pour Cristèle de Spéville, 27 ans, libraire, les intellectuels à Maurice, *«au sens de l'idéal intellectuel qui bouscule les idées reçues, ils ne sont vraiment pas nombreux. Un ou deux journalistes se démarquent peut être…»*

Alors, l'intellectuel mauricien, une espèce en voie d'extinction ? Philip Li Ching Hum observe qu'*«il y avait dans les années 1970 des intellectuels qui bravaient l'état d'urgence, la répression et la censure de la presse»*. Il déplore *«un rêve brisé»* qui a laissé place au conformisme, à l'individualisme et à la frayeur, ce qu'Issa Asgarally analyse comme le résultat d'un *«désenchantement après la volte-face de nombreux "révolutionnaires" des années 60 et 70 »*. Patrick, scientifique, estime que *«Mauritius is typical, in my view, of many small, isolated societies where intellectual debate is difficult, as there is a tightly-woven society which limits*

«LES IDÉES SONT DES ARMES»

UN INTELLECTUEL est une personne qui s'engage dans la sphère publique pour exprimer ses points de vue, pour exercer son esprit critique et pour défendre des valeurs, et qui dispose par là d'une forme d'autorité (Wikipedia).

Comme le souligne Issa Asgarally, *«l'intellectuel n'existe pas en soi. Ce qui le définit, c'est le rôle public qu'il joue. L'intellectuel non seulement élabore des points de vue spécifiques, mais aspire à les mettre en œuvre dans sa société.»*

Un universitaire ou un écrivain n'est donc pas nécessairement un intellectuel. Pour l'intellectuel, *«il s'agit de dire la vérité au pouvoir»*, explique Issa Asgarally, *«c'est-à-dire, réfléchir soigneusement aux alternatives, choisir la meilleure et la défendre intelligemment chaque fois qu'elle peut contribuer à susciter le changement qui s'impose»*. L'intellectuel joue donc un rôle de contre-pouvoir face au système politique. Selon le philosophe français Alain Minc, pour les intellectuels *«les mots sont des actes, les idées des armes, les théories des canons»*.

LE DÉFENSEUR DES CAUSES JUSTES

LE TERME «intellectuel» est né en France au moment de l'affaire Dreyfus. En 1894, le capitaine juif Alfred Dreyfus fut accusé d'avoir livré des documents secrets français à l'Empire allemand. L'écrivain Emile Zola prit alors sa défense dans son célèbre article «J'Accuse…!».

Le terme est ainsi resté pour exprimer le rôle d'hommes soucieux de défendre des causes justes, même à leurs risques et périls. Dans le sillage d'Emile Zola, les intellectuels ce sont aussi Jean-Paul Sartre dénonçant la torture en Algérie, Michel Foucault bataillant pour les droits des prisonniers et Pierre Bourdieu pour ceux des chômeurs, Rabindranath Tagore qui fit une critique argumentée du nationalisme indien, ou encore Noam Chomsky condamnant la politique étrangère des États-Unis.

Pour Issa Asgarally, l'intellectuel a un devoir, et même une responsabilité envers sa société. *«Si l'intellectuel n'exerce pas cette fonction critique, qui le fera ?»*



L'INDE CHOISIT LE RAFALE

La Grande-Bretagne et l'Allemagne ont regretté mercredi 1er février 2012 que l'Inde ait présélectionné le Rafale de Dassault Aviation pour équiper son armée de l'air au détriment du Typhoon d'Eurofighter, dont les deux pays sont actionnaires. Le premier ministre anglais a d'ailleurs dû se justifier devant son parlement le jour même.

ÉCLAIRAGE

LA RÉFORME POUR LES NULS

Réforme électorale (définition Wikipedia) : «Changements apportés dans le système électoral pour améliorer la façon dont les demandes du public sont exprimées dans les résultats des élections».
Réforme électorale (définition mauricienne) : «Dose calculée de changement apportée au système électoral pour le modifier le moins possible et pour ne pas froisser les lobbies communalistes».

STRATÉGIE DE LA DISTRACTION

Exit Carcassonne et les experts qui n'ont rien compris au contexte mauricien. Leur rapport aura au moins eu le mérite de nous divertir pendant deux mois. Loi n°1 de Chomsky sur la manipulation des masses, « Stratégie de la distraction » : détourner l'attention du public des vrais problèmes.
Entrée en scène du spécialiste des systèmes électoraux, Rama Sithanen, avec son rapport sur la réforme électorale, une vraie, dessinée par un Mauricien et pour les Mauriciens. Pour tous les Mauriciens ? Disons surtout pour les politiciens mauriciens. A écouter les leaders des partis, on a surtout l'impression que la réforme, ce sera pour s'assurer que



ceux qui ne pourraient pas entrer au Parlement par la grande porte (celle du FPTP) rentreront par la fenêtre (celle d'une proportionnelle bien dosée).
Et puis, - mais ça il ne faut pas le dire à voix haute - il ne faut pas braquer les lobbys communautaires. Le Dr Sithanen l'a bien précisé : On ne va pas faire dans le radical, dans le grand chamboulement, au risque de ne plus avoir de réforme du tout.
Pour contenter tout le monde, donc, trouvons une formule pour faire du Best loser sans que ça ait l'air d'être du Best loser. Ou inversement, pour ne pas faire du Best loser tout en ayant l'air d'en faire. « On garde l'objectif » qui est, rappelons-le, d'assurer la représentation « de toutes les composantes de la nation », c'est-à-dire de ne surtout pas considérer que les Mauriciens puissent être capables d'élire un candidat pour ses compétences. C'est évident, après 43 ans d'indépendance (une nation tellement jeune !) le Mauricien n'existe pas par lui-même, ne pense pas par lui-même. Il n'est membre de la nation qu'en étant d'abord membre d'une communauté. Alors continuons de l'infantiliser et de lui faire croire que le seul bon élu est celui qui représente sa diversité ethnique. Cela évitera au passage, d'aborder le problème du clientélisme et de la corruption.

LA CUISINE DU POUVOIR

D'ailleurs, gardons-nous bien d'expliquer au bon peuple que la proportionnelle, ce n'est pas seulement la « party list » bloquée et décidée par les partis. Il existe une deuxième formule de proportionnelle : celle où l'électeur a le droit de choisir sur la liste les candidats de son choix, et même d'en ajouter qui n'y figureraient pas. Pourquoi, étrangement, cette formule de RP avec liste ouverte n'a-t-elle jamais été présentée au public mauricien comme option possible ? Loi n°7 de Chomsky sur la manipulation des masses : maintenir le public dans l'ignorance et la bêtise.
Et puis, si on voulait vraiment refléter la diversité de la population mauricienne, ce serait très facile : il suffirait de conserver le BLS, et de le rendre vraiment représentatif. Ce qui suppose un Best loser pour les femmes, un autre pour les homosexuels, un pour chaque caste et sous-caste de chaque communauté, sans oublier les Missions, LVD et autres Light Ministries ainsi que la communauté des gothiques qui prend de l'ampleur dans l'électorat jeune.
Au total, une vraie bonne réforme électorale, ce n'est pas pour assurer l'expression du choix des électeurs. C'est pour garantir «stabilité, équité et représentativité», autrement dit que le vote du peuple interfère le moins possible dans la cuisine du pouvoir et que la susceptibilité des vrais détenteurs d'influence, à savoir les lobbys communautaires, soit préservée.

the amount of questioning it can allow, at the risk of fragmenting the society».

Du coup, il semblerait que ceux qui pourraient être en mesure de jouer le rôle d'intellectuels *«en réalité jouent le politiquement correct»* et *«n'hésiteront pas à se conformer pour obtenir la reconnaissance»*, fustige Cristèle de Spéville. Ou alors, il y a ceux qui se cachent derrière des noms de plume, *«qui ont une peur bleue de s'exprimer à visage découvert sur des sujets d'intérêt national pour ne pas donner l'occasion aux dirigeants politiques du pays de les victimiser une fois qu'ils les auront identifiés»*, déplore Roland Tsang Kwai Kew.

Et puis, il y a les faux intellectuels, encore appelés «semi-intellectuels» ou «pseudo-intellectuels»… Autrement dit ceux qui *«se déclarent intellos»*, ironise Philippe Li Ching Hum. Car, souligne Brigitte Masson, *«prendre la parole à tout bout de champ et avoir un point de vue conventionnel sur tout ne fait pas de vous un intellectuel !»*. Roland Tsang Kwai Kew appelle aussi pseudo-intellectuels *«ces gens pourtant bien sensés qui n'osent pas dénoncer pour se donner bonne conscience et pour ne pas antagoniser»*, ou encore ceux *«qui se font passer pour des grands manitous intellectuels, des "opinions leaders" qui ont une réponse et une solution pour toutes les questions et les problèmes évoqués…»*

«GRANDS MANITOUS»

«Nous produisons des techniciens du savoir mais peu ou pas d'intellectuels», estime Umar Timol, enseignant et écrivain, *«Ces techniciens du savoir ont une compétence poussée dans un domaine, mais qui va rarement au-delà. Ces techniciens du savoir soit se taisent car, s'exprimer franchement implique de nombreux risques, soit ce sont des laquais du pouvoir.»*
Patrick pour sa part, reconnaît que *«la société mauricienne ne reconnaît pas et ne valorise pas la contribution des intellectuels au progrès. La technicité ou les actions politiques sont davantage valorisées»*.
Nathalia Vadamooto observe aussi qu'il ne faut pas confondre les intellectuels avec les académiciens. *«Des académiciens il y en a beaucoup à Maurice. Ils ajoutent à leurs noms les sigles flatteurs tels que Ph.D, Professor etc., s'expriment en public, écrivent des livres et des rapports, mais ils peuvent seulement répéter des connaissances, même pas les innover ni les remettre en cause»*.
Philip Li Ching Hum ajoute que *«l'université est devenue une usine à fabriquer des half-baked intellectuels bons pour la société industrielle. Ils vivent dans leur tour d'ivoire, coupés du monde extérieur…»*
Umar Timol dénonce également l'*«inflation des titres»* : *«ainsi dans notre société, celui qui a fait un dessin est un artiste, celui qui a écrit deux lignes est un écrivain, celui qui a écrit un essai est un intellectuel…»*

D'après Roland Tsang Kwai Kew, on retrouve aussi beaucoup de pseudo-intellectuels au sein de la profession journalistique : *«Ils se croient capables de formuler des jugements de valeur sur leurs compatriotes issus d'autres milieux socioprofessionnels, y compris des politiciens, par leurs doctes éditoriaux. Une chose est sûre : on doit parfaire leur éducation sur le vrai sens de "probité intellectuelle"»*.

Il est d'avis qu'il y a *«une réflexion et un débat d'idées à engager en urgence pour inviter les intellectuels mauriciens à se constituer en un groupe de réflexion qui se penchera sur les problèmes les plus urgents auxquels le pays doit faire face»*.



SERGE RIVIÈRE, PROFESSEUR ÉMÉRITE EN HISTOIRE :

«JE PENSE que le mot 'intellectuel' est mal vu dans notre pays et je me sentais plus intellectuel ailleurs. Mais je fais réfléchir mes étudiants, mon public, dans mes cours, mes conférences, dans mes livres, dans mes articles. Je suis guidé par ces principes quand je parle ou j'agis : Est-ce conforme à la vérité ? Est-ce loyal de part et d'autre ? Est-ce susceptible de stimuler la bonne volonté et de créer des relations amicales ? Est-ce bénéfique à tous les intéressés ?»

UMAR TIMOL, ENSEIGNANT ET ÉCRIVAIN :

«LA FIGURE de l'intellectuel à l'américaine comme Chomsky ou à la française comme Sartre, c'est-à-dire des personnes disposant d'un savoir magistral dans un domaine précis et qui s'en servent pour interroger le monde et se livrer à un vrai combat pour une cause ou un idéal, n'existe pas à Maurice. Ceux qui sont engagés ne sont pas nécessairement des intellectuels et ceux qui sont des intellectuels au sens universitaire du terme, ne sont pas nécessairement engagés.»



CRISTÈLE DE SPÉVILLE, 27 ANS, LIBRAIRE

«ÊTRE UN intellectuel conformiste est pour moi un non-sens, et lorsque c'est le cas, on peut parler de "semi-intellectuel". Cela signifie que sa pensée n'est pas libre et s'inscrit dans un courant de pensée bien défini auquel il se conforme en toutes circonstances. Ces personnes utilisent alors leurs connaissances à des fins politiques ou par pure ambition. Cela non plus n'est pas compatible avec l'idéal de l'intellectuel, qui doit en toutes circonstances demeurer impartial et libre.»

MAISON EN FEU À VALLÉE PITOT

Le mercredi 08 février à 11h45, un habitant de Vallée Pitot, âgé de 54 ans a rapporté à la police que vers 10h45 un feu a éclaté dans sa maison de quatre pièces. Tous les appareils domestiques et deux portes en bois d'une valeur de Rs 100 000 ont été endommagés. L'origine de l'incendie est inconnue.

Maurice et l'insécurité… alimentaire

Le risque de l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire de ne plus pouvoir se nourrir convenablement, se profile à l'horizon. Face à la crise alimentaire mondiale et à l'insuffisance des cultures locales, il devient urgent d'encourager les foyers mauriciens à cultiver leur propre jardin.

C. B.

L'insécurité, à Maurice, ce n'est plus seulement le risque de se faire agresser ou cambrioler. Une autre menace, bien plus sournoise, se profile : il s'agit de l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire le risque de ne plus pouvoir accéder à une nourriture saine et suffisante. La sonnette d'alarme est tirée …

En effet, le Dr Gias Lallmahomed, ancien *Chief Agricultural Officer*, est de ceux qui tirent la sonnette d'alarme. Dans le bulletin de l'Académie mauricienne des sciences de janvier 2012, il constate que, même si « *la sécurité alimentaire est devenue l'un des enjeux les plus difficiles et les plus pressants*», on ne lui accorde pas la priorité qu'elle mérite.

Le premier facteur de vulnérabilité alimentaire pour Maurice, c'est la dépendance : nous importons 75 % de notre alimentation. Avec la *food crisis* mondiale de 2008, Maurice a commencé à ressentir cruellement les effets de cette dépendance, quand les prix des produits de base ont pris l'ascenseur, et le riz aussi par effet domino. La facture des importations de nourriture fit un bond de 19% en un an. « *Cette forte augmentation du prix des denrées alimentaires a eu des incidences dramatiques sur le pouvoir d'achat des consommateurs mauriciens*», reconnaissait le *Food Strategic Plan* 2008-2011. Et ce sont les plus pauvres qui trinquent. Car le riz est, avec la farine, la principale source calorique pour le Mauricien. « *Notre base calorique est donc totalement importée* », déplore Eric Mangar, fondateur du Mouvement pour l'Autosuffisance Alimentaire (MAM).


Famille de La Laura avec ses poules pondeuses fournies par le MAM.

On a bien développé la pomme de terre pour assurer cet apport calorique. Mais un autre problème se pose alors : celui de la dépendance sur l'importation des semences (voir p 11). Sans compter que la consommation alimentaire augmente. Ainsi, le Mauricien mange aujourd'hui 10 kg de viande de plus par an qu'en 2003, alors que 96 % de cette viande est importée.

Face à cette dépendance, le meilleur moyen pour un pays d'assurer sa sécurité alimentaire reste sa politique financière – pas seulement agricole, observe Eric Mangar : « *Il importe que les gens aient un revenu correct pour pouvoir acheter leur nourriture. Le chômage et les salaires insuffisants sont une source importante d'insécurité alimentaire* ». Denis de Spéville, président de l'APEA (Association pour la Protection desEmprunteurs Abusés), fait état des dégâts causés par le surendettement : « *La première chose que les ménages surendettés font, c'est de couper sur la nourriture. Ils se rabattent sur des produits pas chers, mais qui sont pleins de cholestérol et pas équilibrés. Ca va rejaillir sur leur santé, et ça va affecter leur productivité et par effet domino, celle de l'entreprise…* »

Eric Mangar souligne les efforts faits au niveau gouvernemental pour encourager la production agricole locale, avec la mise en place en 2008 du Food Security Fund. Et heureusement, « *les organismes comme Chantecler ou Chantefrais, ont contribué à améliorer la sécurité alimentaire du pays* », constate Eric Mangar, « *car sans ces corporate bodies et leur production de poulets, quelle serait notre source de protéine ?* »

Malgré tous les efforts, le problème reste entier, parce que l'externalisation affecte aussi les comportements. « *The food habits of Mauritian consumers have shifted towards processed and convenience foods*», reconnaît le ministère de l'Agro-industrie dans son rapport stratégique sur la diversification agroalimentaire. « *Comme consommateurs nous avons tous été formatés à consommer ainsi. On nous a greffé ce système de supermarchés à Maurice* », déplore Eric Mangar : « *Avec les produits que nous achetons dans les supermarchés, nous ne sommes plus en contact avec le producteur. On ne connaît pas la source du produit.*» Il devient donc difficile de s'assurer de sa qualité et de ses effets sur la santé…

« *Au MAM, nous voulons que les Mauriciens prennent en charge leur propre sécurité alimentaire*». Le MAM encourage ainsi le développement de micro-projets tels que l'élevage de poules pondeuses pour la production d'œufs. « *Nous fournissons les poules pondeuses et les cages et les familles peuvent produire jusqu'à une trentaine d'œufs par semaine.* » L'idée, c'est « *d'encourager au maximum la self-reliance* », et ça concerne déjà 11 000 familles mauriciennes. La prochaine sera peut-être la vôtre ?

La fin des terres agricoles

La réduction des terres agricoles est une cause majeure de notre insécurité alimentaire. Le rapport du groupe de travail du Mauritius Research Council, Land and Land Use (2001), soulignait déjà que « le développement économique et l'expansion de l'industrie de la construction ont mis une pression énorme sur la ressource en terres déjà limitée du pays. » L'agriculture vivrière n'occupe plus que 4,7% des surfaces de l'île, soit 8 674 hectares. Deux autres activités humaines la compressent : la canne à sucre qui occupe encore 38,6% des surfaces, et les constructions avec 24,9 %. Faizal Jeeroburkhan, ancien Senior Lecturer en Education agricole, s'élève contre ce bétonnage intensif des terres agricoles : « Se servir de ces bonnes terres pour des projets non-agricoles équivaut à enlever la nourriture de la bouche des enfants mauriciens », s'insurge-t-il.

Subissoon Bissessur âgé de 38 ans est décédé le jeudi 09 février à 00h15 à l'hôpital du Nord. Il a été victime d'un accident le samedi 28 janvier sur la route Royale à Petit Raffray. En fait, il fut heurté par une moto en sortant de chez lui à bicyclette. Un accusation provisoire a été logée contre le motocycliste.

Roland Tsang Kwai Kew et son « kitchengarden »

JOURNALISTE RETRAITÉ, Roland Tsang Kwai Kew a développé un projet de kitchen garden chez lui. Ayant atteint son autosuffisance alimentaire, il s'attache maintenant à essaimer ce projet chez d'autres Mauriciens et en particulier chez les retraités :

« Malgré mon âge j'ai une vie très active. J'ai trouvé la joie de vivre parmi mes légumes. Il n'y a pas de meilleure recette pour bien vieillir que de cultiver son jardin, disait Voltaire.

Je suis désormais autosuffisant en légumes frais. Avec mon potager sur terrasse, j'ai mes légumes frais à portée de main chaque jour. Grâce à mes laitues, haricots verts, voehms, courgettes, épinards, lalos, queue d'ail et d'oignon, brèdes et patates douces, je suis arrivé à contrôler mon taux de diabète et de cholestérol !

Les papayers de mon jardin en terrasse m'ont donné 1,200 papayes, soit environ 3 par jour. Pour cette année j'espère récolter un millier de grenadines. Une grenadine se vend au marché à Rs 5… En ce moment j'ai sur ma terrasse des mandarines, kumquat et fruits de cithère nains en train de fleurir. Et d'ici deux semaines mes mangues Baissac commenceront à mûrir.



Depuis cette découverte, je partage mes connaissances acquises sur le tas en jardinage avec les gens qui veulent me suivre dans cette voie du salut. J'applique le précepte du sage Confucius, qui disait qu'en apprenant quelqu'un à pêcher, il aura toujours du poisson frais dans son assiette. Sous une autre variante : je ne donne pas de légumes à une personne qui me dira merci, mais je lui enseigne l'art de cultiver son jardin potager, et je lui donne des semences et des plants afin qu'il puisse avoir des légumes frais à chaque repas. »

Faizal Jeeroburkhan (MIE) : « Il faut former les meilleurs élèves en agriculture »

CET ANCIEN SENIOR LECTURER en Education Agricole au Mauritius Institute of Education est formel : la sécurité alimentaire passe par une formation agricole efficace dans les écoles. Déjà, parce que *« c'est l'une des seules disciplines qui amène les élèves à devenir des professionnels indépendants et auto-suffisants, au lieu de devenir des consommateurs passifs. »*

D'autre part, l'agriculture et l'agroalimentaire deviennent de plus en plus techniques, avec l'arrivée des biotechnologies. *« C'est pourquoi il est particulièrement important de former des Mauriciens à accéder aux dernières technologies et aux meilleures pratiques de management en matière d'agriculture. Il faut 'assurer une formation de spécialistes qui seront en mesure de prendre en main l'avenir agricole du pays»*, insiste Faizal Jeeroburkhan. *«On ne peut plus laisser l'agriculture entre les mains des recalés du CPE comme c'est le cas jusqu'à maintenant »*.

Aujourd'hui, l'agriculture n'est enseignée comme sujet que dans une trentaine d'écoles secondaires privées, et ce, jusqu'au *School Certificate* seulement, et n'est même pas au programme dans les collèges d'Etat, ni dans la filière pré-vocationnelle. *« Il y a, malheureusement, à Maurice, une attitude anti-agriculture. Le travail de la terre est considéré comme dégradant. Les parents veulent un travail à col-blanc pour leurs enfants.»* On aboutit ainsi à une aberration : *« Alors que l'agriculture est vitale pour le pays, les meilleurs cerveaux du pays sont canalisés vers le secondaire et le tertiaire, il y a quelque chose qui cloche. »* Dans d'autres pays au contraire, comme la Suisse, les meilleurs cerveaux sont canalisés vers le secteur agricole. Ils doivent obtenir un diplôme d'une Ecole d'Agriculture qui leur permet ensuite de recevoir les subsides du gouvernement pour opérer leur propre exploitation.



Les chiffres noirs de l'agriculture (2010)

- Besoins du pays en produits alimentaires : 690 000 tonnes par an
- Production vivrière : 114 844 tonnes (en légère hausse)
- Taux de croissance de l'agriculture : - 1.3 (en baisse)
- Terres agricoles cultivées : 7,570 hectares (soit seulement 4,7% des surfaces)
- part des cultures pour l'exportation (canne, tabac, thé) dans la production agricole : 33 %
- Nombre de personnes employées dans l'agriculture vivrière : 23 800 personnes
- Part de l'agriculture dans l'emploi total : 8,1% (en baisse)
- nombre de planteurs indépendants : 13 000 petits planteurs, 30 grands planteurs, 216 agro-producteurs de légumes hydroponiques (cultivés sans terre).



Dr Gias Lallmahomed : « La sécurité alimentaire passe par les semences »

SELON LE DR GIAS LALLMAHOMED, ancien *Chief Agricultural Officer*, *« la sécurité alimentaire des Mauriciens passe par la mise à disposition d'une fourniture suffisante de semences»*. Il affirme que *« cette nécessité n'est pas remplie de façon adéquate. »* Dans le dernier bulletin de la *Mauritius Academy of Science and Technology* de janvier 2012, il constate que Maurice importe la majeure partie des semences utilisées pour son agriculture, et ce malgré les efforts du ministère de l'Agro-Industrie pour encourager la production locale de semences. 3 372 tonnes de semences ont été produites dans les stations gouvernementales et vendues aux agriculteurs en 2010. Mais on importe encore 1 452 tonnes de semences par an, y compris les semences de pomme de terre. Le Dr Gias Lallmahomed déplore également l'importation croissante d'OGM parmi les semences et observe que le *Genetically Modified Organisms Act* de 2004 n'a toujours pas été promulgué.

Fruits et légumes : une fragile autosuffisance

SELON LE Blue Print qui définit la stratégie agroalimentaire pour Maurice, un *« niveau raisonnable d'autosuffisance »* a été atteint sur les fruits et légumes, de l'ordre pratiquement de 100 %. Pour les oignons, le pays est autosuffisant à seulement un tiers, avec une production de 5 000 tonnes par an. La production de fruits concerne principalement la banane, l'ananas et les fruits de saison comme les letchis et les mangues et couvre une superficie de 725 hectares environ. Alors que cette production fruitière locale couvre seulement 46 % de nos besoins annuels en fruits, il faut noter que 200 tonnes de letchis sont exportées annuellement.

Pour la pomme de terre, la production locale est en nette croissance (21 700 tonnes produites en 2010 contre 14 522 en 2006) et l'autosuffisance atteint 60 %. Mais comparativement, on ne produit que 800 tonnes de patate douce, seulement 449 tonnes de manioc, qui sont pourtant des équivalents locaux de la pomme de terre…

Un tiers de la production agricole mauricienne (33% exactement) est encore consacré aux cultures pour l'exportation, à savoir la canne, le tabac et le thé. Ce qui signifie qu'en plus d'être dépendante de ses importations, Maurice a une agriculture encore largement tournée vers l'exportation au lieu de favoriser la production pour les besoins locaux…

Grand Bassin le dimanche 12 février alors que Giovanna s'éloigne de Maurice.

Giovanna et la politique de l'autruche

Dimanche dernier, Giovanna nous a heureusement épargnés. Mais son passage près de Maurice dévoile les manquements du système de prévention des cyclones, qui donne priorité à la prévision météorologique au lieu de la prévention du risque cyclonique.

C. B.

Le week-end dernier, Maurice s'est retrouvé en alerte cyclonique en raison du passage du cyclone Giovanna. En moins de 24 heures, le pays est passé par trois alertes : classe 1 le vendredi à 16 h, puis successivement l'alerte classe 2 le lendemain matin à 9 h et classe 3 à 15h30. Giovanna s'est heureusement éloigné sans dommages dimanche, mais en laissant un goût d'incompréhension…

Premier constat, les services météorologiques de la station de Vacoas, tout au long du passage de Giovanna, s'en sont tenus aux informations de base concernant l'évolution du cyclone : vitesse du vent, distance et direction du cyclone. La mesure de la pression (en hectopascals) et de son intensité (échelle de Dvorak), pourtant bien utiles pour connaître l'ampleur d'un phénomène et son évolution, ne figurent jamais dans les prévisions de la météo nationale.

ECONOMIE D'INFO

C'est donc l'économie d'information qui semble prévaloir, face à une population qui reste ainsi ignorante des connaissances de base en matière cyclonique. Alors que le 9e système dépressionnaire de la saison est annoncé dès mercredi 8 février par les sites américains de prévision cyclonique, ce n'est qu'au bulletin d'information du vendredi matin, soit deux jours après, que le public mauricien prend connaissance de l'existence de Giovanna… qui vient pourtant d'être baptisée par la station de Vacoas dans la nuit. Ce qui a permis entre-temps à la CWA d'annoncer la veille, jeudi 9 février, un régime plus drastique de coupures d'eau pour cause de sécheresse hydrologique.

Cette économie d'information s'accompagne d'un décalage entre les prévisions de Vacoas et celles des sites américains ou français. Vendredi matin, les prévisionnistes britanniques de TSR *(Tropical Storm Risk)* émettent une « *green alert* » (risque faible) pour Maurice, avec une probabilité de 35 % que Giovanna concerne Maurice dans les 72 heures. Vacoas dans le même temps, estime que « *Giovanna ne représente pas une menace pour Maurice à ce stade* ». Samedi matin, TSR émet une deuxième « *green alert* » concernant le « *cyclone très intense* » Giovanna qui a 45 % de chances de concerner Maurice dans les 24 heures. Vacoas pour sa part annonce laconiquement que le cyclone intense Giovanna « *continue à s'approcher de Maurice et présente une menace pour l'île Maurice* ». Ce décalage n'est d'ailleurs pas passé inaperçu des internautes mauriciens qui suivaient l'évolution de Giovanna sur les différents sites de prévision.

« *Moi aussi sur le site JTWC ce matin j'ai remarqué le déphasage entre notre météo locale et le site de US Navy* », observe l'internaute B. D. sur facebook. « *Vous vous souvenez de ce cyclone qui s'est désintégré sur l'île alors que la météo avait dit qu'il s'était éloigné ?* » renchérit l'internaute, P.C. sur facebook

Puis, samedi, Maurice passait successivement en alerte classe 2 (9h00) et classe 3 (15h00) en seulement l'espace de 6 heures de temps, ce qui pouvait donner l'impression d'une augmentation soudaine du risque. Or, pendant ce temps, Giovanna était en train de perdre de son intensité, qui était en train de redescendre de 6 le matin sur l'échelle de Dvorak (qui compte 8 degrés), à 5.5 à 16 heures puis à 5 dans la soirée.

En classe 2 et 3, on remarque que les précisions données par les services météorologiques de Vacoas se font plus précises et plus nombreuses. Elles concernent les conditions météorologiques dans l'île et surtout la vitesse des vents (critère principal sur lequel est basé le système d'alerte mauricien). Mais elles ne fournissent aucune information sur la compréhension du phénomène qui affecte le temps.

INCOMPREHENSION

Le site américain JTWC donnait, samedi soir, l'explication de l'affaiblissement temporaire de Giovanna dans nos eaux. Dans la journée de samedi, expliquait le JTWC, Giovanna a effectué un remplacement du mur de son œil, un *Eye Replacement Cycle* (ERC). L'énergie que lui a coûté ce renouvellement de son œil a été notre chance… car une fois le mur de l'œil reconstitué, Giovanna a filé dévaster Madagascar.

Mais ce que démontre cet épisode, c'est que les prévisions mauriciennes en matière de cyclone relèvent plus d'un caractère météorologique que d'une véritable gestion de la prévision des risques.

D'où le fait que les Mauriciens ne prennent plus au sérieux les alertes cycloniques, comme on a pu le constater dans les commentaires qui allaient bon train sur facebook pendant l'alerte. « *Zot pé invente cyclone pou fer per ! lol* » commentait l'internaute D.S., tandis que d'autres s'interrogeaient sur la levée de l'alerte avant le lundi : « *Retirer l'alerte pour l'amour de l'économie c'est un crime contre l'humanité !* » s'exclamait pour sa part A.S. sur facebook…

L'échelle de Dvorak : Pour mesurer l'intensité d'un cyclone

Echelle de Dvorak pour le bassin Océan Indien

Classification	Dvorak CI	Vent soutenu sur 1 minute en km/h	Pression centrale minimum estimée (en hPA)
Perturbation tropicale	1	46	1002
Dépression tropicale	2	56	1000
Tempête tropicale	2.5	65	997
Tempête tropicale	3	83	991
Tempête tropicale	3.5	102	984
Cyclone	4	120	976
Cyclone	4.5	143	966
Cyclone intense	5	167	954
Cyclone intense	5.5	190	941
Cyclone très intense	6	213	927
Cyclone très intense	6.5	235	914
Super typhon	7	259	898
Super typhon	7.5	287	879
Super typhon	8	315	858

L'ÉCHELLE DE Dvorak permet de mesurer l'intensité des cyclones sur la base des images satellites. L'échelle de Dvorak est basée sur l'estimation de la structure nuageuse du cyclone. Elle combine aussi la vitesse du vent ainsi que la pression atmosphérique, est exprimée en Hectopascals (HPa).
Son utilité est d'aider à la prise de décision pour la gestion des risques en situation de menace cyclonique.




GRAVE ACCIDENT À BRISÉE VERDIÈRE

Un sexagénaire a été renversé par une voiture sur la route royale à Belvédère le mercredi 22 février à 18h25. L'homme a été grièvement blessé et fut admis aux soins intensifs de l'hôpital de Flacq. Le conducteur âgé de 19 ans raconte avoir doublé un taxi en direction de Brisée Verdière quand il a percuté l'homme qui était en train de traverser la route.

ECLAIRAGE

Azir Moris : un « OPNI » dans le ciel mauricien

Un Objet Politique Non Identifié (OPNI) est apparu dans le ciel mauricien depuis août 2011. Alors qu'Azir Moris marche aujourd'hui sur la MBC, essayons de décoder cette nouvelle forme de mobilisation.

C.B.

Les critiques ont fait feu de tout bois suite à la première manifestation du groupe *Wanted* – devenu *Azir Moris* – le 10 septembre dernier. Souvent destructrices, elles n'auront pas contribué à éclaircir le ciel de la compréhension autour de cet OVNI ou plutôt, de cet OPNI (Objet Politique Non Identifié) que constitue le mouvement initié en août 2011 par Jameel Peerally et ses adhérents.

La mobilisation d'*Azir Moris* ne peut de toute évidence pas être saisie selon les canons « classiques » de la mobilisation sur la base de revendications syndicales ou de classes. Il est à cet égard significatif que les vieux routiers des mouvements de grèves des années 70, comme Lalit, n'aient pas confirmé leur adhésion à *Azir Moris*. Et, même si *Azir Moris* espère faire advenir un *Mauritian Summer*, leur mobilisation n'est pas non plus assimilable aux Printemps Arabes, qui s'appuyaient sur une large assise populaire. Après la marche « test » de septembre, *Azir Moris* peut difficilement se revendiquer mouvement de masse, même s'il affiche sa volonté d'être le représentant des revendications de la société mauricienne.

ACTION DE VISIBILITÉ

Il semble de toute façon prêt à fonctionner sans base populaire élargie, en compensant par le recours au réseau social Facebook, qui a contribué à restituer une prise de parole aux jeunes Mauriciens (voir ci-dessous).

Dans le contexte d'une société civile paralysée par l'hypertrophie du politique, *Azir Moris* a développé des stratégies d'adaptation, notamment au niveau de son leadership, que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier d'autoritaire mais qui finalement fonctionne selon le mode auquel sont habitués les Mauriciens. Et l'action «Liber MBC » semble indiquer que cette adaptation aux contraintes de situation se fera en privilégiant des opérations de visibilité.



Ce mouvement contestataire, qui articule des demandes précises envers le système, plus qu'une véritable remise en cause, se distingue aussi par l'absence – le refus ? – d'idéologie fondatrice. Il est intéressant à cet égard que la première cible d'*Azir Moris* soit la MBC en tant qu'instrument de propagande du pouvoir en place. Mais, là où une idéologie en appelle une autre par réaction, *Azir Moris* ne propose pas d'idéologie de rechange. Leur outil, c'est l'image et non le mot, et ils comptent venir avec leur propre télévision alternative, *Wanted TV*. Tout en s'affirmant apolitique, *Azir Moris* utilise le même registre que les hommes politiques, avec le recours aux slogans classiques du refus de la division et de l'appel à l'unité. A la différence près qu'ils exigent des politiciens qui en usent et abusent, leur application concrète.

En dépit des bâtons mis dans ses roues, *Azir Moris* persiste et signe : « *Cette action que nous sommes en train de mener n'est que le commencement d'un long processus. Nous continuerons à faire des marches jusqu'à ce qu'il y ait un changement dans ce pays* ». A suivre donc, la trajectoire de l'OPNI *Azir Moris*.

Les préparatifs pour « Liber MBC »

Azir Moris et ses partenaires, FreeArts, FCTS et Muvman 1er mai, tenaient une conférence de presse mercredi dernier, pour expliquer leur marche de protestation prévue aujourd'hui, et au terme de laquelle ils ont prévu de déposer leur manifeste à la MBC.

Azir Moris et ses partenaires, qui veulent « liber MBC », réclament un service de radio-télévision « *professionnel, objectif, digne et dépolitisé* ». Selon eux, la MBC est devenu un outil de propagande gouvernementale, qui se borne à retransmettre des « *défilés de ministres* » et ils réclament la démission des nominés politiques de la MBC et de l'*Independent Broadcasting Authority* (IBA), pour cause de conflit d'intérêts. Ils revendiquent aussi l'instauration d'un *Broadcast Complaint Council*.

Azir Moris et ses partenaires s'indignent également de la multiplication des chaînes communautaires qui, selon eux, entretient une fragmentation artificielle de la communauté nationale : « *On trouve une chaîne tamoul, une chaîne urdu, une chaîne télégu, c'est ça le rôle de la MBC, donner à chacun so bout' ? C'est comme cela qu'on crée la division. Ce n'est pas ça la pluriculturalité de la société mauricienne, surtout que ces chaînes ne sont même pas sur Maurice, elles sont sur l'Inde.* » Les membres du collectif *Azir Moris* ont également déploré l'arrachage de leurs banderoles et ont dénoncé des tentatives de provocation.



Attaques kamikazes

ANDY F. a fait partie des membres de la première heure d'*Azir Moris*, ex-*Wanted*. Aujourd'hui, cet étudiant reste actif sur le *wall* du groupe dans Facebook, même s'il n'en est plus administrateur. Il explique que les attaques kamikazes subies par *Azir Moris* témoignent d'une carence de prise de parole pour les jeunes dans la société mauricienne.

« *Au moment de la manifestation, il y a eu une crise au niveau du wall du groupe dans Facebook* », constate Andy F. « *Des gens venaient dévier le débat, intentionnellement ou non, certains proféraient des insultes et il y a eu des dérapages.* »

D'une part, il y a les maladroits, ceux qui ne savent pas s'exprimer : « *Ils sont de bonne volonté, mais ils n'ont pas* d'analytical skills, *ils ne sont pas* focused *et ça dévie le débat* », déplore Andy F. Leurs dérapages résultent de leurs attentes et frustrations, dans un contexte où la prise de parole est muselée et n'est pas préparée par le système éducatif : « *Pour certains, il y avait tellement d'espoir de se faire entendre. Ces personnes-là sont tellement frustrées par rapport au système. Mais comment fait-on pour 'handle' leur frustration ?* »

Ensuite, il y a les attaques de kamikazes. « *Ces kamikazes, ils créent des faux profils. Une même personne peut avoir 5 ou 6 profils et s'en sert pour attaquer les conversations dans le groupe et les faire dévier* », explique l'étudiant. Difficile de savoir qui sont exactement ces kamikazes : « *Peut-être ce sont des agents politiques, mais c'est difficile de savoir, il y a tellement de groupements sur* Facebook », observe Andy F. Face à ces obstacles, les administrateurs du groupe sont restés fermes : « *Le wall d'*Azir Moris *n'est pas notre propriété. Il appartient aux jeunes, au peuple.* »

MORT ACCIDENTELLE
Georges Lui Tsze Chung, 57 ans, habitant Plaisance a accidentellement ingurgité de la soude caustique le lundi 27 février à 19h45. Il est décédé à son domicile. L'autopsie a été effectuée le mardi 28 février.

Maurice Ile Durable : entre rêve et réalité

Alors qu'on célèbrera « Maurice Ile Durable » le 12 mars prochain, on serait plutôt tenté de parler de « Maurice Ile Poubelle » car le pays semble être devenu un gigantesque dépotoir. Sans compter les plages publiques qui rétrécissent et se dégradent à vue d'œil, en l'absence de régulations de la part des autorités. Les forces vives tirent la sonnette d'alarme.

C. B.

Alors que pour la célébration de l'indépendance, le 12 mars prochain, le concept «Maurice Ile Durable» (MID) sera à l'honneur, force est de constater que, dans le pays, c'est tout le contraire qui prévaut. Sur le terrain, les forces vives font le triste constat de la destruction programmée des milieux de vie des Mauriciens et lancent un appel urgent aux autorités pour davantage de régulations.

Pour Suttyhudeo Tengur, président de l'Association pour la Protection de l'Environnement et des Consommateurs (APEC), il existe à Maurice « *toute une panoplie* » d'atteintes à l'environnement. Les principales seraient : la pollution de l'environnement, la déforestation galopante, la pollution sonore et les problèmes de voirie. « *L'hygiène est devenue un problème aigu à Maurice. Le pays est rempli de 'eye sores'* », *s'attriste le président de l'APEC, une association qui lutte pour la défense d'une* « consommation durable » et l'amélioration de l'environnement.

De son côté, Georges Ah Yan, président du Forum des Citoyens Libres (FCL), s'indigne surtout de l'état de dégradation des plages publiques, ou, du moins, de ce qu'il en reste… « *Nous avons perdu 70 à 75 % de nos plages depuis la fin des années 1980. Par exemple, au Morne Brabant, sur 4 km de plage il ne reste que 800 m de plage publique* », explique Georges Ah Yan. « *Pour diverses raisons. Le développement économique, d'abord, mais aussi la politique de distribuer les terres de l'Etat aux petits copains. Et nous on voit nos plages partir petit à petit dans l'eau sous nos yeux, impuissants de récupérer ces plages-là.* »

Quant aux plages publiques qui restent, elles sont dans un état impressionnant de saleté et de dégradation, surtout après les week-ends et les jours de congés publics. Mais Georges Ah Yan n'en démord pas, ce n'est pas le public qu'il faut pointer du doigt. « *On ne peut empêcher les gens de camper sur les plages publiques. Parce que la plage publique, c'est pour le public. Mais nous aurions pu réglementer, en réservant des espaces spécifiques comme camping areas, avec des points d'eau et une surveillance.* » En l'absence d'infrastructures appropriées et de régulations, « *c'est comme ça que le vandalisme et l'insécurité des campeurs ont augmenté* », affirme le président du FCL.

Le comportement irresponsable des Mauriciens serait donc le symptôme d'une irresponsabilité ou, en tout cas, d'une insuffisante prise en charge au plus haut niveau. Suttyhudeo Tengur s'insurge de constater que les dégradations de l'environnement se poursuivent au nez et à la barbe de la Police de l'Environnement et du ministère de tutelle. « *Ce ministère de l'Environnement, c'est un éléphant blanc. Voyez le nombre d'arbres que l'on abat tous les jours sur le bord de nos routes, au vu et au su de tout le monde. Sans parler du déboisement dans la région de Mare aux Vacoas… Avons-nous seulement un White Paper en matière d'environnement ?*», interroge Suttyhudeo Tengur. « *La Beach Authority est supposée réglementer les plages, mais quand on regarde bien, c'est le contraire qui se passe* », déplore pour sa part Georges Ah Yan. « *Ils ordonnent la conversion des toilettes publiques en restaurant à Mont Choisy. A Flic-en-Flac ce sont les salles de bain publiques qui sont converties en bâtiment commercial… A la Preneuse, à Blue Bay, ce sont encore des problèmes de conversion des toilettes publiques en bâtiments commerciaux… Et tout récemment à Pointe aux Biches, on vient de déproclamer la plage publique pour construire un food court… la Beach Authority échoue dans sa mission, c'est pour cela que les plages publiques se dégradent.* »

> **« Il faut que le ministre de l'Environnement change son fusil d'épaule. Il doit prendre en compte les voix qui s'élèvent. »**

Pour autant, ni la FCL, ni l'APEC ne souhaitent entrer en guerre avec les autorités. Au contraire, ils voudraient plus de coopération et surtout, être plus écoutés. « *Nous adressons beaucoup de lettres aux autorités mais qui malheureusement restent lettres… mortes. C'est un peu le pot de terre contre le pot de fer* », s'attriste Georges Ah Yan. « *Il faut que le ministre de l'Environnement change son fusil d'épaule. Il doit prendre en compte les voix qui s'élèvent. Il doit reconnaître les efforts que nous faisons à travers des discussions, des recherches, des dossiers. Nous sommes prêts à collaborer* », assure pour sa part Suttyhudeo Tengur. « *Les techniciens de l'Environnement savent que nous parlons avec preuves à l'appui. Mais pourquoi jamais le ministère de l'Environnement ne nous invite-t-il dans des forums ? J'en suis moi-même arrivé à la conclusion que ce sont des stratégies d'évitement.* »

Pourtant, ces organismes au service de l'intérêt général reçoivent énormément de doléances des citoyens. A l'APEC, « *tous les jours nous recevons au minimum une ou deux lettres de témoignages concernant la Mare aux Vacoas, qui nous donnent des renseignements sur la situation. Mais est-ce que le ministère analyse les cas que nous postons sur notre site web ?* »

Quant à Georges Ah Yan, « *Moi tous les jours je dors à 1heure du matin ou même plus tard, car tous les soirs j'ai des personnes qui m'appellent ou qui viennent me voir pour me signaler des problèmes aux quatre coins du pays. Ils n'ont pas confiance en leurs élus et les autorités supposées les aider. C'est pour ça qu'ils viennent me voir, comme étant issu de la société civile.*»

Et, même si les forces vives sont débordées, elles tiennent le coup, dans l'intérêt du pays. « *En attendant qu'il y en ait d'autres qui arrivent pour nous prêter main forte…* », conclut Georges Ah Yan.



Vue des détritus sur une plage. Photo postée sur Facebook dans le groupe 'Maurice Ile Poubelle'

VOL À RICHE TERRE

Un laboureur âgé de 40 ans, habitant Terre Rouge a rapporté que deux tuyaux fixés à un pivot d'irrigation d'une valeur estimée à Rs 14 000 ont été volés dans son champ le jeudi 8 mars à 06h30 à Riche Terre.

Les mouvements alternatifs et l'idéologie 'mauricianiste'

Les différents groupements qui « marchent » à Maurice, notamment pour demander une nouvelle République comme c'est le cas aujourd'hui, 10 mars, se rejoignent tous sur une revendication : plus de mauricianisme. Mais la revendication 'mauricianiste' est-elle un outil idéologique efficace ?

C.B.

QUI A dit qu'il n'y avait plus d'idéologies à Maurice ? *«Ce n'est pas parce que c'est devenu la pensée unique qu'il n'y a plus d'idéologie»*, *observe Ashok Subron, dirigeant de Rezistans ek Alternativ. «L'idéologie existe bel et bien à Maurice. Les élites politiques et économiques sont en train d'implémenter l'idéologie néolibérale.»*

Pour Jack Bizlall, porte-parole du Mouvement 1er Mai, du fait de cette hégémonie idéologique, *«les partis alternent au pouvoir, font des alliances entre eux, et ne font que proposer différentes formes de l'application de cette idéologie néolibérale à Maurice. Le pays est ainsi rentré dans un cadre politique monolithique bipolaire»*.

De l'avis de Nita Deerpalsing, responsable de communication du Parti Travailliste, la sclérose du système provient largement du manque d'authenticité qui caractérise l'engagement politique : *« Je trouve de moins en moins d'hommes politiques à Maurice qui soient driven par des convictions.»* Dans ce système *«étouffé par l'hypocrisie et la maladie d'orgueil, il est difficile d'avoir un breeding ground pour faire émerger de nouvelles idées»*.



TROISIÈME VOIE

Pour Jack Bizlall, il y a pourtant *« une idéologie à construire »*, pour proposer une troisième voie. Cette *« véritable idéologie alternative »*, ce n'est pas tant rechercher une autre façon de faire de la politique, que de *« travailler sur des concepts et sur une analyse du contexte pour proposer un autre modèle de société, plaçant l'économie au centre du social. »*

Engagé lui aussi dans cette troisième voie avec *Rezistans Ek Alternativ*, Ashok Subron précise que *« le mot "idéologie" est devenu péjoratif, nous préférons le remplacer par le mot "idées". Nous voulons amener notre propre set d'idées cohérentes d'une société alternative.»* Et cette société alternative, il veut l'amener à travers les projets concrets d'une nouvelle Constitution et d'une nouvelle République. Il propose ainsi d'éliminer le communalisme institutionnel; d'intégrer les droits sociaux et économiques (droit à la grève, à la pension de vieillesse, au logement, etc.) dans la Constitution mauricienne, (qui, pour l'heure, ne reconnaît que les droits civils et politiques); et d'introduire la démocratie participative.

Azhagan Chenganna, *lecturer* en *Media & Communication* à l'Université de Maurice, observe que ces mouvements alternatifs qui se développent à Maurice *« ne sont pas si différents de ce qui se passe au niveau mondial »*. Que ce soit la marche sur la MBC ou Lamars 10 mars, *«ce sont des mouvements qui veulent créer un nouveau paradigme de réflexion »*. A la différence près qu'à Maurice, note cet universitaire, *« il y a nécessité que les jeunes investissent plus les mouvements. Pour le moment, leur utilisation des réseaux sociaux n'est pas très efficace. »*

Pour Yannick Cornet, administrateur du Club des Militants sur facebook, qui participent à la marche du 10 mars, bien au contraire, *«la jeunesse mauricienne est en train de se réveiller»*. Il définit d'ailleurs le club des militants comme une *« alteropposition »*. Ce groupe, créé en 2011, veut revenir à l'idéologie fondatrice du MMM historique, *« qui a lutté pour une île Maurice sans communalisme. Ça a été sa marque de fabrique. Mais personne, parmi ceux qui sont venus après, n'a amené ce changement de mentalités. »* Ainsi, au Club des Militants, explique Yannick Cornet, *« nous luttons pour une île Maurice sans divisions culturelles et religieuses. L'idée, c'est de dire : on réveille le mauricianisme»*, affirme le jeune homme.

APPEL AU MAURICIANISME

Ce même appel au mauricianisme se retrouve chez un mouvement comme *Azir Moris*, bien que ce dernier récuse, au contraire, toute idéologie. Raison pour laquelle, d'ailleurs, il ne participera pas à la marche du 10 mars en tant que groupe. Pour autant, *« je crois personnellement et fermement dans les valeurs d'un mauricianisme pur et sans maîtres aucuns. Je crois à la nécessité de léguer aux enfants mauriciens, une société libre de tout accaparement sectaire ou communal... »*, réaffirme son leader, Jameel Peerally dans un récent communiqué de presse.

Lindsey Collen, responsable de Lalit, groupement qui ne participera pas à la marche du 10 Mars, se montre critique envers ces tentatives d'ériger le mauricianisme en outil d'alternative. D'une part, elle décèle dans ces revendications mauricianistes des différents « marcheurs », *«une certaine forme de communalisme»*. *« Zot pe kree ene nuvo Kategorie, "morisyen" pu bann "vre morisyen", on retombe dans la même logique de catégorisation communale »*.

D'autre part, Lindsey Collen observe que les contenus de ces revendications au nom d'un mauricianisme sont *« vides de contenu, creux, confus »*. Lindsey Collen rappelle que l'idéal d'une unité mauricienne ne supprime pas l'exploitation dans la société, elle ne fait que la masquer. De sorte que l'utilisation du mauricianisme comme outil idéologique ne conduirait nulle part. *« Il y a d'autres outils idéologiques à disposition »*, explique-t-elle, *« par exemple le concept de lutte des classes et celui de conscience des objectifs de la mobilisation »*. Ainsi, sans ces outils classiques de la mobilisation, comme le concept de conscience, au sens marxiste du terme, *« Pour le moment, ce qu'ils font, c'est suivre sans comprendre. Zot bizin kone seki zot pe fer.»* Azhagan Chenganna confirme qu'effectivement, ces jeunes qui se mobilisent, *« ne sont pas familiarisés avec les contenus politiques, et n'ont pas de véritables contenus critiques. »*

Les jeunes « alternatifs » semblent pourtant revoir à leur sauce les outils idéologiques traditionnels. Concernant le Club des Militants par exemple, la lutte des classes est ainsi conçue comme devant passer *« par le partage équitable de la richesse du pays et l'empowerment»*, explique Yannick Cornet. *« Au final s'est la mise en place de la méritocratie qui permettra d'en finir avec les inégalités de classe »*, sans que rien ne soit dit sur les moyens d'y parvenir.

Au final, ces revendications des jeunes alternatifs, plus que de l'idéologie, relèveraient davantage de l'utopie, c'est-à-dire de l'élaboration d'une société idéale. Ce serait peut-être là, la spécificité des différents mouvements de «marcheurs alternatifs» mauriciens : l'utopie des jeunes y rejoindrait l'idéologie des plus expérimentés.

CAMBRIOLAGE À BAIE DU TOMBEAU

Un homme de 63 ans a rapporté à la police que sa maison a été cambriolée pendant son absence le mercredi 7 mars de 10h45 à 20h15. Un ordinateur portable, une caméra, un haut-parleur, deux téléphones portables et plusieurs documents qui été posés sur une table. Il a consigné une déposition au poste de police de sa localité le jeudi 8 mars à 09h50.



Nita Deerpalsing : « Besoin d'engagement authentique»

« Plus que des nouvelles idéologies, nous avons besoin d'une authenticité de l'engagement. Si on a tous ces gens qui font des marches, c'est parce qu'on a perdu cette authenticité de l'engagement. La plupart des politiciens, de tous bords, sont là pour le statut, pour la voiture et le bodyguard, pour faire du business ou plus… Quand on s'engage en politique, on est censé le faire pour défendre des idées, comme l'ont fait Anquetil, Rozemont, Curé. Ça part d'une idée qu'on a en soi et qu'on a envie de défendre. Mais ici on ne débat pas des idées, tout est hyper-personnifié. Les débats d'idées sont remplacés par des guerres d'orgueils.

Je vois que le mouvement d'Ashok Subron, pour qui j'ai une grande admiration, essaie de faire quelque chose en-dehors du système actuel. C'est une bouffée d'air frais, on voit l'authenticité de leur engagement et c'est très rare. »

Jack Bizlall : « Nous avons des syndicats alternatifs »

« Pour moi, il y a une idéologie à construire. Ma proposition, c'est de travailler sur l'alternative. C'est en opposition avec le mécanisme d'alternance que nous connaissons en politique, qui est synonyme de statu quo, de conservatisme politique.

Je travaille sur certains éléments d'alternative, comme une nouvelle Constitution, une éducation d'assertion au lieu de l'éducation d'insertion qui prévaut actuellement. Cette alternative que je propose et qu'il faut construire est volontariste. Les conditions ne sont pas encore réunies pour mettre en place ce programme alternatif, c'est pourquoi on fait du volontarisme. Les éléments du projet alternatif qui peuvent être déjà mis en pratique, nous l'appelons du « proto-alternatif », c'est-à-dire qu'ils posent un embryon du changement souhaité. Par exemple, nous avons déjà des syndicats proto-alternatifs dans le pays, qui appliquent la démocratie directe. »

Yanick Cornet : « Il faut une diversité d'opinions »



« Il faut une nouvelle idéologie. Nous reprenons l'idéologie d'origine du MMM, qui était de lutter contre les divisions de caste et de race, amenée à la base par Paul Bérenger et le Club des Etudiants. Car personne parmi ceux qui sont venus après, n'ont opéré ce changement de mentalité. Ce que nous voulons apporter comme idéologie, c'est une nation mauricienne unifiée.

Nous voulons une vraie opposition qui joue le rôle de watchdog pour que le pays progresse, et non pas des stratégies de « je sais tout mais je ne dirai rien », comme c'est le cas actuellement. En ce moment, les débats sur la réforme et le remake de 2000 monopolisent l'attention, mais où sont les autres débats d'intérêt public ? La crise financière, la crise de l'eau, le métro léger, etc. ? Nous voulons une île Maurice avec une participation continuelle du peuple dans les prises de décision politiques et dans la direction que le gouvernement du pays doit prendre. Pour cela, il faut une nouvelle façon de gérer et de débattre, un nouveau système participatif. C'est déjà ce que nous faisons sur notre wall. Nous échangeons en prônant le respect des opinions d'autrui. L'île Maurice n'appartient pas à un groupe, il faut une diversité d'opinions pour refléter la diversité des habitants. »

Idéologie ou Utopie

Le mot "idéologie" vient du grec ancien, idea (idée) et logos (science, discours). L'idéologie est donc, étymologiquement, un discours sur les idées.

L'idéologie peut se définir comme un ensemble d'idées organisées, qui se donne pour objectif de décrire et d'interpréter la situation d'un groupe ou d'une collectivité pour l'inciter à l'action. L'idéologie se veut donc d'abord une explication des évènements et de la réalité. C'est pourquoi elle se présente généralement sous l'aspect de la rationalité et parfois même de la science. L'idéologie se propose de dire pourquoi et par qui on est exploité (marxisme ou communisme), pourquoi on est sous-développé, pourquoi tel groupe peut se prétendre supérieur (racisme), pourquoi le pays va à la ruine, pourquoi il faut changer de gouvernement, etc. L'idéologie (libéralisme, socialisme, communisme, nationalisme et autres « ismes ») vise ainsi à pousser la collectivité concernée à l'action, tout en donnant un sens et une justification à ces actions.

L'idéologie se distingue ainsi de l'utopie, qui est le plan imaginaire d'une société idéale où tous les besoins et les désirs seraient satisfaits. L'utopie est en rupture avec l'ordre existant et en constitue une critique, mais c'est aussi un projet généralement irréaliste qui ne fournit pas les moyens d'arriver aux fins proposées.



Ashok Subron : « En finir avec l'approche stérile et sénile...»



« L'idéologie néolibérale a largement perdu sa légitimité au niveau mondial, avec les crises financière et alimentaire de 2008. A Maurice, cette idéologie est en train de générer une crise environnementale et sociale grave, avec un modèle de développement axé sur l'exportation et qui fait reposer 75 % de notre alimentation sur les importations. C'est pourquoi il faut un projet de société alternatif.

La marche du 10 mars représente une continuité de différents mouvements organisés par REA dans ce sens depuis 2005, l'action du Blok 104 devant le Privy Council, la marche de septembre avec Wanted… La marche c'est un outil parmi d'autres. Le problème c'est que le principal outil d'expression politique et de contestation, normalement c'est l'élection. Mais à Maurice nous sommes dans un contexte de vote confisqué, l'élection ne peut plus être le moteur du changement.

La crise institutionnelle et le récent vote du comité central du MMM en faveur d'un remake de 2000 confirment la nécessité d'un nouveau projet, pour remplacer cette approche stérile et sénile dans laquelle les groupements politiques s'enfoncent. »

Lindsey Collen : « Le mauricianisme ne mène nulle part »



« C'est d'un renouveau idéologique dont nous avons besoin. A Lalit, nous croyons qu'il y a surtout besoin à Maurice d'une remise en question des façons de concevoir la lutte anti-communale. Mais nous nous posons la question de savoir si cette lutte-là peut vraiment être amenée à travers le "mauricianisme".

Car un Mauricien, c'est quelqu'un qui a le passeport mauricien. C'est bizarre d'avoir des revendications de gens qui se réclament être des "vrais" Mauriciens. Comme si qu'il y en avait qui étaient plus Mauriciens que d'autres ? Le mauricianisme conçu de cette façon, c'est une forme de nationalisme qui continue à diviser et qui fait le jeu du capitalisme, car il masque la lutte des classes qui est si nécessaire pour sortir de l'exploitation. Il ne faut pas oublier que le patronat qui exploite les travailleurs, il est Mauricien lui aussi. *Mauricianisme pa kapav amène nu divan.*

Il y a donc ce problème grave que nous repérons dans les analyses traditionnelles à Maurice depuis 1978 et qu'il faut éclaircir. Pour en finir avec le néolibéralisme, Il faut une véritable idéologie socialiste, qui repose sur la lutte des classes, c'est une tradition noble. »

ATTAQUÉ À SON DOMICILE

Trois inconnus ont fait irruption dans la maison d'un responsable de chantier, habitant Quatre Bornes et ont volé la somme de Rs 6 000, trois cartes bancaires, plusieurs appareils électroniques, des parfums, des sacs-à-main et quelques vêtements d'une valeur totale de Rs 60 000, le mardi 20 mars à 19h30. La victime qui était seule à son domicile, fut agressé puis ligoté par les voleurs avant de commettre leur méfait. La victime est en clinique et son état n'est pas sérieux.



ECOUTES TÉLÉPHONIQUES :

« Big Brother » version mauricienne

Les écoutes téléphoniques existent dans tous les pays du monde, même ceux dits démocratiques, surtout depuis le développement des technologies de surveillance de masse. A Maurice, la pratique des écoutes, dont on ne connaît pas les contours exacts, est relayée par le frisson collectif de se croire surveillés.

C.B.

«*Pa kapav koz lor telephone.*»Combien de fois avez-vous entendu cette phrase, ou l'avez-vous peut-être prononcée vous-même ? Cette perception selon laquelle les téléphones seraient sur écoute est encore plus forte en période d'incertitude politique, si l'on en juge par les commentaires récents sur les radios privées, notamment. Cette peur des écoutes est-elle justifiée ?

Légalement, il est interdit de mettre quelqu'un sur écoute sans autorisation préalable d'un juge. Pourtant, la légalité ne semble pas peser bien lourd face aux réalités technologiques et surtout à la «*raison d'Etat*». Me Ashok Radhakissoon, ancien président de l'Information and Communication Technology Authority (ICTA), confirme que «*la Constitution de notre pays, section 12, vient dire que nous avons droit à la protection de notre vie privée et par extension, à la protection de nos communications*», mais il rappelle que cette même section 12 «*dit aussi qu'il est permis dans un Etat démocratique de faire certaines dérogations à la protection des libertés fondamentales.*»



A cet égard, le Premier ministre, Navin Ramgoolam devait reconnaître, dans sa réponse à une interpellation parlementaire de Rajesh Bhagwan, le 20 octobre 2009, que «*(…) l'écoute téléphonique constitue une violation claire des droits fondamentaux à la liberté d'expression, excepté sous certaines conditions spécifiques*». Dans ces conditions spécifiques, donc, les écoutes téléphoniques sont autorisées par la loi à Maurice, et ce «*dans l'intérêt de la souveraineté de l'Etat, de la sécurité nationale et de l'ordre public* » et «*selon des paramètres spécifiques*», précisait le PM en réponse à une autre question parlementaire du député Adil Ameer Meea, le 18 octobre 2011.

ÉCOUTES NON OFFICIELLES

Autorisées sous certaines conditions, oui, «*et encore, pas pour n'importe quelle affaire*», précise Me Ashok Radhakissoon, «*seulement pour les affaires criminelles d'une certaine importance, relevant par exemple du terrorisme, du trafic de drogue ou de la grande criminalité*». Et ces paramètres spécifiques dont parle le PM, c'est la nécessité pour la police qui veut procéder à une écoute, d'obtenir l'autorisation d'un juge en chambre. Me Ashok Radhakissoon affirme en outre que, pour cela, les policiers doivent «*prouver qu'ils n'ont pas d'autre moyen d'avoir accès à ces informations pour faire avancer leur enquête*». La police communique ensuite la demande du juge à l'opérateur, qui est alors tenu de communiquer le numéro de téléphone et le relevé détaillé des communications sur un an de la personne concernée.

Légalement, la police mauricienne n'a pas accès au contenu des conversations… Excepté sous le *Prevention Of Terrorism Act 2002* et de l'ICT Act 2001. Dans sa réponse à la question parlementaire d'Adil Ameer Meea du 18 octobre 2011, le PM est venu confirmer que jusqu'à présent, l'ICTA n'avait encore jamais eu recours à cette procédure.

Mais à côté de ces écoutes dites *« judiciaires »* (autorisées par un juge), il existerait aussi un autre type d'écoutes. On les appelle pudiquement *« écoutes administratives »*, parce qu'elles ne passent pas par le circuit de demande d'autorisation légale. Ces écoutes administratives – lisez : non officielles – sont supposées permettre de déceler les dangers potentiels constitués par des délinquants, terroristes, opposants politiques… «*Cet autre type d'écoutes existe, on n'en connaît pas exactement les contours, mais on constate que c'est là*», observe Me Ashok Radhakissoon. «*Dans un Etat, la pratique existe d'une façon occulte, il y a certaines instances… Et ce n'est pas qu'à Maurice, c'est dans tous les pays, même les plus démocratiques.*»

D'autant que l'évolution technologique a considérablement simplifié les procédés d'écoute et permet même la surveillance de masse. Désormais, il ne s'agit plus seulement d'écouter vos conversations téléphoniques. Il est devenu également possible de vous «*géolocaliser*» c'est-à-dire de suivre vos déplacements, et même d'écouter dans la pièce où vous êtes… tout ça à partir de votre propre téléphone portable (voir hors texte). Lors des Printemps arabes, quand les citoyens ont renversé les dictatures en Egypte et en Lybie, ils ont découvert des chambres d'écoute où des équipements de surveillance sophistiqués suivaient leurs moindres mouvements, rapporte Wikileaks.

Dans sa base de données Spyfiles, Wikileaks répertorie les entreprises privées qui dans le monde entier, développent cette vaste industrie du renseignement (voir hors texte). L'ONG britannique *Privacy International*, qui défend le droit au respect de la vie privée, place dans son Top 10 des pays où les citoyens sont le plus surveillés : la Malaisie, la Chine, les USA, la Thaïlande, Israël, la Grande-Bretagne, Singapour et la Russie (classement 2007).

Maurice n'apparaît pas dans le classement, mais les Mauriciens n'en sont pas moins largement convaincus que les téléphones sont sur écoute dans le pays. Navin Ramgoolam, lui-même, avouait lors d'une réponse à la question parlementaire de Rajesh Bhagwan demandant des «*garanties*» que les opposants politiques n'étaient pas sur écoute, que «*moi-même, même en tant que Premier ministre, je fais très attention. (…) Je ne parle presque jamais au téléphone parce qu'il y a cette réaction*».

Dans un rapport datant de 1983, le chef-juge sir Maurice Rault relevait déjà la tendance qui, selon lui, ne passait pas le test de la rationalité, selon laquelle beaucoup de citoyens ordinaires, «*que personne ne rêverait de mettre sur écoute*», sont convaincus d'avoir des signes qu'ils sont sur écoute. Il mettait en évidence les mécanismes de cette «*fabrique de la croyance*», qu'il rattache aux expressions du 'noubanisme'. (voir hors texte).

Dans ses réponses aux questions parlementaires, le Premier ministre n'a pas donné de garantie que les opposants politiques n'étaient pas sur écoute. En revanche, il a spécifié que le matériel était trop coûteux pour surveiller la population mauricienne toute entière. Il faudra s'y faire : seuls quelques «*heureux élus*» sont écoutés, et encore, pas nécessairement ceux qui pensent l'être. Mais comme observait Harish Boodhoo, la perception peut être encore plus dangereuse que la réalité.

EQUIPEMENTS ET PRODUITS AGRICOLES VOLÉS

Deux pompes à eau et quinze sacs de semences de tomates d'une valeur de Rs 96 000 ont été volés le mardi 20 mars à 11h00 à Pamplemousses. Le directeur de la compagnie agricole a rapporté que le vol s'est produit entre le jeudi 15 mars et le lundi 19 mars. La police mène l'enquête.


LE JOURNAL du samedi
No 112 24 MARS 2012

Ecoutes et 'noubanisme'

DANS SON rapport de 1983 intitulé « *Tapping of telephone. Evidence to prove tapping* », le chef-juge sir Maurice Rault décrivait déjà ce sentiment généralisé selon lequel « *pratiquement tout le monde à Maurice est convaincu que les téléphones sont sur écoute* ». Il relevait, associée à cette perception, la croyance selon laquelle cette pratique tiendrait de l'amateurisme, et aurait plus à avoir avec des méthodes à la Dupont et Dupond dans Tintin qu'avec James Bond.



Sir Maurice Rault explique que cette hantise d'être sur écoute aurait à voir avec ce que nous appelons aujourd'hui le 'noubanisme' : il y aurait d'abord, «*le frisson de s'imaginer que l'on est entouré de forces occultes qui épieraient nos moindres faits et gestes*», et ensuite, la tendance (corrective) qui viserait « *à se rassurer que NOUS sommes plus intelligents qu'EUX* ». Il en résulte, concluait sir Maurice Rault, «*une autosuggestion de masse qui fabrique la croyance selon laquelle nos téléphones sont sur écoute, mais qu'ils sont mis sur écoute par des clowns*».



Wikileaks : Un monde sous surveillance

DANS LE cadre de son projet intitulé « The Spyfiles », Wikileaks a entamé depuis décembre dernier, la publication d'une vaste banque de données sur l'industrie de la surveillance de masse. Cette industrie secrète, dont la croissance a explosé depuis le 11 septembre 2001, existe dans plus de 25 pays. Les fournisseurs d'outils technologiques de surveillance massive aident les agences de renseignement à espionner des particuliers et des groupements à grande échelle.

Spyfiles met en ligne des centaines de documents provenant de près de 160 entreprises de renseignement de l'industrie de la surveillance de masse.

Certaines, comme le sud-africain VASTech, vendent des équipements permettant d'enregistrer de manière permanente les appels téléphoniques d'un pays entier. D'autres peuvent enregistrer la position de tous les téléphones portables d'une ville. Des entreprises comme SS8 aux États-Unis, *Hacking Team* en Italie et *Vupen* en France fabriquent des virus qui peuvent prendre le contrôle d'ordinateurs et de téléphones à distance et d'enregistrer les mouvements, sons et images dans la pièce où ils se trouvent.

L'américain *Intelligence Integration Systems Inc.* (IISI) commercialise un logiciel «d'analyse basée sur la position» appelé *Geospatial Toolkit* qui permet de corréler instantanément des signaux téléphoniques et des empreintes vocales, pour déterminer l'identité et la position d'individus.

D'autres sociétés, comme *Phoenexia* en République Tchèque, collaborent avec les militaires pour créer des outils d'analyse de la voix, qui permettent d'identifier les individus en déterminant leur genre, âge, niveau de stress et de les suivre ainsi grâce à leur «empreinte vocale».



Les tables d'écoute et Navin Ramgoolam

DANS SES réponses à la PQ B/748 d'Adeel Ameer Meea, le 18 octobre 2011, sur « *National Security Service and telephone tapping* », le Premier ministre Navin Ramgoolam devait expliquer que lors de son premier mandat, «*il n'y avait aucune instruction pour mettre qui que ce soit sur écoute*» et que «*j'avais reçu la garantie qu'il n'y avait aucune écoute*». Il avait donc décidé de faire démonter tous les matériels d'écoute : «*Il n'y avait alors plus aucune possibilité d'écoute tout ce temps*», jusqu'à l'affaire de l'évasion de Sabapathee et des émeutes de 1999, où il avait alors pris la décision de faire réinstaller les équipements d'écoute. Mais, explique le PM, « *les équipements ne sont pas arrivés à temps. J'ai perdu les élections de 2000. Les équipements sont arrivés entretemps, et le nouveau gouvernement a décidé, à juste titre, que ces équipements devaient être installés (…)* ».

A une question d'Alan Ganoo affirmant que la National Security Service « *surveille quotidiennement les communications dans le pays* », Navin Ramgoolam devait répliquer qu'en raison du coût, c'est impossible : « *Ils ne le font pas et ce n'est pas possible de le faire. Tout ce que nous pouvons avoir, comme je l'ai expliqué, c'est le 'qui a appelé qui'* ». Ce à quoi Paul Bérenger devait conclure : « *L'honorable Premier ministre nous dit qu'il n'y a pas d'écoute par la NSS. Nous croyons le contraire.* »



CE QU'ILS EN PENSENT …

Pierre, étudiant en journalisme : « Des agents en civil sévissent »

« J'ÉTAIS JOURNALISTE *stagiaire au moment des élections générales de 2010. J'accompagnais mon collègue qui couvrait le dépôt des candidatures à Quatre-Bornes. Nous étions dans la cour de l'école lorsque les candidats du Blok 104 sont sortis de la salle de vote où ils avaient déposé leur candidature en tant que « Mauriciens ». Mon collègue ainsi que d'autres journalistes se sont précipités pour les interviewer. Moi j'étais à côté de lui pour tenir le micro. C'est là que j'ai vu ces deux types, qui n'étaient pas des journalistes, mais qui étaient là depuis le matin, dans la cour de l'école, sans rien faire, juste à observer. Ils se sont approchés aussi, mais ce n'était pas pour interviewer. Ils ont profité que les journalistes demandaient leurs coordonnées téléphoniques aux deux candidats, pour noter ces numéros rapidement sur un petit carnet. Je les ai vus gribouiller les numéros sur le carnet. Je n'ai aucune certitude, bien entendu, mais il me semble assez évident que c'étaient des agents en civil qui ont relevé les numéros de ces candidats du Blok 104 pour les mettre sur écoute par la suite.* »

Harish Boodhoo : « Une frayeur dans les yeux … »

« *IL Y a une frayeur qui s'est installée dans les yeux des Mauriciens. Même des hauts gradés de la police me disent, "bhai Harish, sa téléphone la pa kapav koze". Même aux Télécoms, on vous dit de faire attention quand vous parlez au téléphone. Est-ce que c'est justifié ou non ? Je ne sais pas, mais il y a cette perception, et la perception c'est encore plus dangereux que la réalité.* » (Interview parue dans le Journal du Samedi n°109 du 03 mars 2012)

Fatimah, enseignante : « Que par sms … »

« *AVEC MA copine, on se parle par sms seulement, parce que mon mari qui est responsable de communication dans une grosse entreprise et qui est assez proche du gouvernement, m'a dit que je suis sur écoute. Je ne sais pas si c'est vrai, s'il raconte ça pour me faire peur, mais de toute façon avec ma copine, on ne parle que de nos vies privées, on ne dit du mal de personne.* »

UNE SEXAGÉNAIRE ATTAQUÉE PAR DEUX HOMMES

Une femme âgée de 61 ans s'est fait agresser par deux inconnus en face de sa maison à Baie du Tombeau le mercredi 4 avril à 11h00. Un de ses agresseurs l'a saisie par le cou pendant que l'autre en a profité pour lui voler ses deux chaînettes en or d'une valeur de Rs 5 000 avant de prendre la fuite sans laisser de trace. La victime a été légèrement blessée et a dû recevoir des soins.

PETITION CHAGOS : retour au bercail ?

La pétition de SPEAK-UNROW sur le site de la Maison Blanche a recueilli et dépassé les 25 000 signataires, mais elle a aussi suscité la controverse. Lalit, organisateur d'une autre pétition, a exprimé ses réserves sur la démarche de pétitionner auprès du gouvernement américain. Pour Speak-Unrow, il fallait s'adresser au gouvernement américain parce qu'il y a désormais urgence pour que les Chagossiens rentrent chez eux.

Alain Ah-Vee, Lalit : « Dangereux et inacceptable d'adresser cette pétition à Obama »

■ La pétition pour les Chagossiens sur le site de la Maison blanche a dépassé le cap des 25 000 signatures. Quel est votre avis à ce sujet ?

C'est bon de voir qu'autant de gens à Maurice et dans les autres pays ont montré de l'intérêt pour la cause chagossienne. Mais est-ce que les signataires ont vraiment regardé le contenu de la pétition que SPEAK-UNROW Litigation Clinic a préparé?

Signer une pétition veut dire que vous donnez votre accord pour les revendications qui sont formulées dedans, ça veut dire que vous êtes d'accord avec ces demandes, et que vous êtes conscient de ce que leur implémentation implique. Que demande cette pétition? Elle demande à l'administration américaine de soulager les souffrances des Chagossiens en prenant en charge leur relogement sur les 'outer islands' de Peros Banos, Salomon, de donner du travail aux Chagossiens aux Chagos, et de leur payer une compensation. Qu'est-ce qui va arriver si Obama accepte ces demandes ? Est-ce que les 28 500 signataires trouveront que c'est une victoire, si les USA prennent en charge ces 'outer islands' pour appliquer ces revendications de la pétition? Et quand il va reloger les Chagossiens aux Chagos, est-ce qu'ils trouveront que c'est une victoire si la base militaire ne continue pas seulement à servir à faire la guerre avec les autres pays, mais est agrandie pour couvrir tout l'archipel des Chagos? Est-ce qu'ils trouveront que c'est une victoire si les Chagossiens trouvent du travail dans le complexe militaire?

■ Que pensez-vous de la réaction des Mauriciens à cette pétition ?

Les organisateurs de cette pétition ont encouragé un élan de sympathie envers les Chagossiens. Beaucoup de jeunes se sont laissé entraîner dans cet élan, sans être conscients de ce qu'ils ont signé, et sans nécessairement connaître l'histoire du combat pour la libération de Diego et des Chagos, et de tous les pièges que les USA et le Royaume Uni ont réussi à mettre en place.

■ Que pensez-vous de l'idée d'avoir choisi d'adresser cette pétition au gouvernement américain ?

Le texte de cette pétition adressée à Obama est inacceptable, et même dangereux. Valeur du jour, l'armée américaine occupe illégalement une seule île, Diego Garcia. Les revendications de cette pétition risquent de légitimer cette



présence illégale, d'abord sur Diego Garcia, mais aussi, d'étendre l'emprise militaire américaine sur les autres parties de l'archipel qui pour le moment sont sous contrôle illégal des britanniques. Les Américains ne sont propriétaires d'aucune île des Chagos. C'est une Assemblée Régionale Chagossienne, dans le cadre de la République de Maurice, qui doit être responsable du relogement, de l'emploi et de la gestion des Chagos.

Lalit a déjà exprimé des réserves sur la pétition de SPEAK-UNROW, parce que nous considérons qu'un tel mouvement ne va pas faire avancer la cause des Chagos. Depuis plus de 30 ans, nous menons une action basée sur un travail de réflexion pour mettre fin à l'occupation militaire, la colonisation continue du territoire de la République mauricienne, et revendiquer le droit inaltérable de tous les Chagossiens à rentrer aux Chagos la tête haute, libres, et avec le droit fondamental à leur dignité. C'est une bataille politique avant tout. Seule la fermeture de la base de Diego peut amener la fin de la souffrance des Chagossiens de leur peuple.

■ Vous aussi aviez proposé une pétition, comment expliquez-vous qu'elle ait fait moins de bruit ?

En fait, notre pétition a recueilli beaucoup de signatures. Nous demandons une implication et un soutien plus conscients pour en même temps attaquer la racine du problème : assurer le droit au retour et une entière réparation pour les Chagossiens, dans le cadre de la fermeture de la base de Diego, et la réunification au territoire mauricien. Cela peut paraître incroyable, mais aujourd'hui nous sommes toujours en train de recevoir des signatures pour notre pétition!

Nous nous méfions beaucoup de ce genre de campagne de type «marketing viral» qui se répand comme une maladie. Nous préférons que les gens soient conscients de ce qu'ils signent, et qu'ils le fassent sans frénésie.

Priscilla Balgobin, SPEAK : « Faire rentrer les Chagossiens chez eux au plus vite »

■ Votre pétition pour les Chagossiens sur le site de la Maison blanche a dépassé le cap des 25 000 signatures. Qu'en pensez-vous ?

Nous sommes bien entendu ravis que les Mauriciens de toutes origines et de tous milieux soient venus ensemble pour exprimer leur solidarité avec les Chagossiens. C'est un fait que plus de 25 000 personnes ont soutenu la pétition. Cependant, en raison des complications inhérentes au web, les sites des personnes et parce que beaucoup de gens n'ont pas encore accès à l'Internet, nous avons recueilli moins de signatures que ce que nous aurions espéré si ce n'était pas une pétition en ligne.

■ Que pensez-vous de la réaction des Mauriciens à votre pétition ?

Je pense que cette pétition a été l'occasion d'inciter à une prise de conscience du côté du gouvernement américain mais aussi de la population mauricienne. Les derniers jours de la pétition, quand les Mauriciens sont devenus plus conscients des enjeux grâce aux médias, la solidarité qu'ils ont montré envers les Chagossiens, à la fois en signant la pétition et en les soutenant dans leur démarche, à travers les réseaux sociaux et sur le terrain, a été extraordinaire. Nous devons garder à l'esprit que le gouvernement américain n'exige que 25 000 signatures pour une population de plus de 300 millions de personnes aux Etats-Unis. Maintenant, avec une population de seulement un peu plus d'un million, je pense que Maurice a réussi quelque chose de formidable en obtenant 25 000+ signatures dans un laps de temps aussi court.

■ Pourquoi avoir choisi de lancer cette pétition sur le site de la Maison blanche ?

Parce que les Américains sont actuellement en train d'occuper le territoire et parce qu'ils n'ont pas encore fait entendre leur voix concernant leur politique de relogement de la population chagossienne. En faisant une pétition auprès de la Maison Blanche, nous leur avons montré que les Chagossiens ont le soutien d'autres gens pour leur cause, nous les forçons à nous répondre par écrit et nous commençons à mettre la pression sur le gouvernement américain.



■ Que pensez-vous des réserves émises par Lalit concernant votre pétition ?

Pour le dire clairement, nous avons reçu les instructions de nos clients, le Groupe Refugiés Chagos, de rechercher des moyens de les faire rentrer chez eux le plus vite possible. Nous comprenons la position de Lalit et nous la respectons, mais en même temps, nous sommes d'avis que dans l'objectif d'être réalistes et de mettre un maximum de chances de notre côté, nous devons choisir nos batailles.

Donc, en nos basant sur le fait que c'est le droit fondamental des Chagossiens de retourner sur leurs îles, nous avons exigé, dans la pétition, qu'ils soient autorisés à rentrer et qu'ils obtiennent du travail et une compensation.

Lalit ne soutient pas notre pétition parce que, selon eux, nous n'avons pas inclus la demande de compléter le processus de décolonisation et de démantèlement de la base militaire. La pétition « Nous le peuple » (We the people), n'est pas le forum approprié pour obtenir une réponse indirecte sur la souveraineté territoriale et bien sûr, une telle question doit impliquer le Royaume Uni ainsi que le gouvernement mauricien et pas seulement le gouvernement américain.

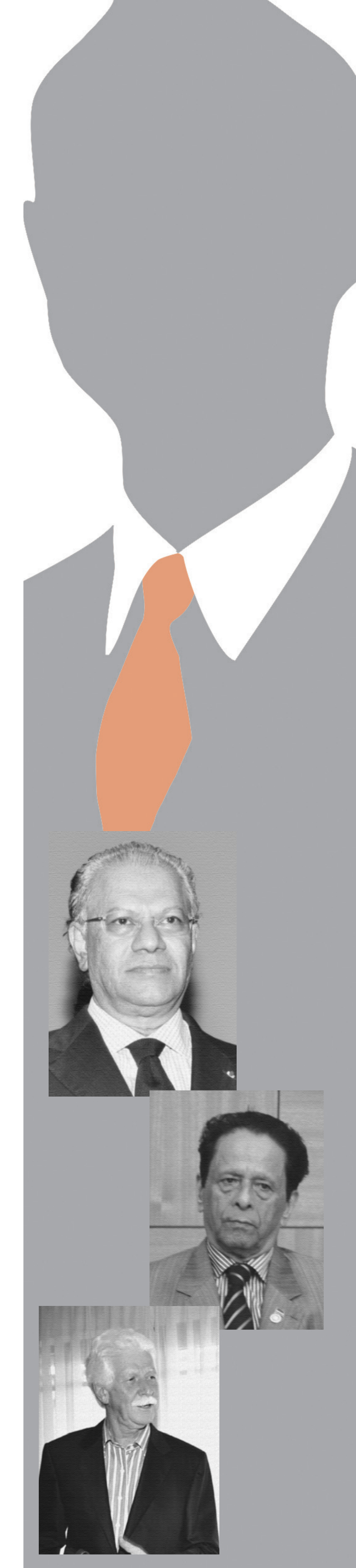
De plus, à cause du besoin pressant pour la population chagossienne de retourner dans leurs îles, surtout quand on garde à l'esprit que certains sont déjà en train de décéder et que d'autres se font vieux, le Groupe Refugiés Chagos a préféré faire des compromis et rechercher le retour vers les "outer islands" pour le moment. Ils sont conscients que la fermeture de la base militaire à cette étape, risque d'être une bataille trop longue et que la plupart d'entre eux n'en verront pas la réalisation au cours de leur existence.



No 114 7 AVRIL 2012

ARRÊTÉ POUR VOLS AVEC EFFRACTION

Un habitant de Baie du Tombeau, âgé de 26 ans a avoué à la CID de Flic en Flac, après interrogation, avoir commis deux vols avec effraction dans une maison et dans un appartement à Morcellement Bismic le jeudi 22 mars à midi. Plusieurs objets de valeur ont été volés dans ces deux cambriolages dont un ordinateur portable, deux téléphones portables, une caméra d'une valeur de 500 euros et la somme de Rs 1000. Le malfrat aurait enlevé un carreau de vitre de la fenêtre pour accéder à l'intérieur de la maison. Ce dernier a été arrêté et il est actuellement en détention.



La crise du

Les Mauriciens ont beaucoup de reproches à faire à leurs dirigeants : clientélisme ethnique, culte de la personnalité, soif du pouvoir… Mais qui sont les véritables responsables du marasme— les hommes politiques cramponnés au pouvoir, ou bien leurs suiveurs aveugles et intéressés?

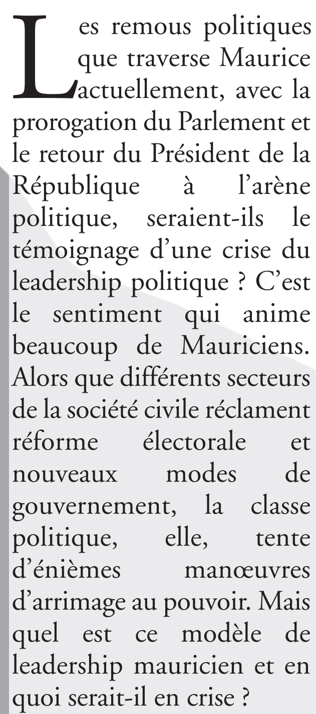
C.B.

Les remous politiques que traverse Maurice actuellement, avec la prorogation du Parlement et le retour du Président de la République à l'arène politique, seraient-ils le témoignage d'une crise du leadership politique ? C'est le sentiment qui anime beaucoup de Mauriciens. Alors que différents secteurs de la société civile réclament réforme électorale et nouveaux modes de gouvernement, la classe politique, elle, tente d'énièmes manœuvres d'arrimage au pouvoir. Mais quel est ce modèle de leadership mauricien et en quoi serait-il en crise ?

Ce qui fait qu'une personne soit un leader, ne dépend pas uniquement de ses qualités, souligne le sociologue français Robert Akoun (*Dictionnaire de Sociologie*, éditions Seuil). Si une personne émerge dans une position de leader, c'est en raison d'un «cocktail» particulier formé par quatre éléments : ses propres caractéristiques personnelles, mais aussi celles du groupe qu'il mène, la nature de sa relation avec ce groupe, et enfin, le cadre politique dans lequel cette relation s'inscrit.

Il semble y avoir un écart entre les représentations, quelque peu idéalistes, que se font les Mauriciens d'un « leader », et leurs opinions sur les dirigeants politiques du pays. « *Un leader est quelqu'un qui guide et inspire les gens, qui a de vraies valeurs à offrir aux autres. Il donne la direction à suivre. Il aide à voir ce qu'il y a devant* », affirme Sachin S., 34 ans, Field Application Engineer. « *Il doit être un modèle dans ses actes et paroles. Il ne doit SURTOUT pas être corrompu ou money-minded* », renchérit Sindy M., 23 ans, étudiante à l'Université de Maurice.

Mais il semblerait que ce leader idéal soit une espèce rare, voire inexistante à Maurice. « *Il n'y a pas de vrais leaders politiques à Maurice malheureusement. Celui-ci parle en tant que Me, Myself and I, alors qu'un leader devrait parler pour son pays car il "lead" le pays et non pas son image* », déplore Hassenjee R., 48 ans, Directeur technique de compagnie informatique. « *We have no leaders in Mauritius; only cult heroes thriving under the aegis of elitist propaganda* », observe Udham S., 23 ans, étudiant.



«NIMAK-HARAM»

Cet écart entre le leader idéal et le constat moins reluisant de la réalité, les Mauriciens eux-mêmes en sont un peu responsables. « *Les Mauriciens trouvent leur confort dans la présence physique du leader dont ils ont décidé qu'il saura sauvegarder au mieux leurs intérêts* », affirme Paul L., 50 ans, chirurgien, « *Cela n'a aucune importance à leurs yeux que le déficit budgétaire avoisine les Rs 200 milliards, tout ce qui semble importer à ces suiveurs, c'est la perspective que le leader daigne leur lancer quelques miettes du repas sous la table.* »

Le clientélisme vient ainsi pervertir le rôle que devrait jouer le leader en faveur de l'intérêt général. « *Les leaders peuvent venir avec les meilleures intentions du monde mais ils sont entravés par toutes sortes de choses : les gens qui ont contribué à leurs campagnes électorales, les membres de leur communauté ethnique, de leur famille... En voulant faire plaisir à tout ce beau monde, le vrai objectif, c'est-à-dire les membres de la circonscription et le peuple dans son entier, sont relégués au second plan* », déplore Saffiyah C., 29 ans, femme au foyer.

Le clientélisme et le culte de la personnalité s'accompagnent ainsi de revendications qui n'ont rien à voir avec l'analyse des programmes et des orientations. « *Regardez, sur le wall du Parti Travailliste, les critiques envers SAJ et PRB toute la journée. Sur le wall du MMM, des critiques sur NCR toute la journée. Aucune discussion sur les orientations politiques, tout tourne autour de qui a volé combien, quand et où ! Qui va lire les programmes des partis politiques avant les élections ?* » s'insurge Udham S.

Et on assiste donc aux retournements de veste dès que les « *roder boutte* » ne s'estiment pas satisfaits. « *D'où le recours fréquent à l'insulte hindi "Nimak-haram", qui vise celui qui "se retourne contre quelqu'un après avoir mangé de son sel"* », observe Jooneed Jeeroburkhan, ancien reporter international au Canada et observateur de la scène politique mauricienne.

Il en résulte un effacement de la frontière entre intérêt privé et intérêt public – ce qui est d'ailleurs l'une des caractéristiques du leadership autoritaire, comme l'a souligné la politologue américaine Hannah Arendt. « *Nos leaders sont d'incorrigibles narcissiques qui dirigent leurs partis respectifs avec la conviction absolue que les partis sont leur propriété privée, et que le pays lui-même est devenu leur propriété privée dès lors qu'ils ont conquis le pouvoir* », s'irrite Paul L.

DES 'PYGMÉES POLITIQUES

Selon Hannah Arendt, le leadership totalitaire se définit par la soif du pouvoir, l'usage de la terreur pour faire taire les critiques et une structure étatique monolithique. Ce désir que l'humanité n'ait « *qu'une seule tête* » s'oppose au vrai leadership. Le vrai leader est au contraire, celui qui entreprend en premier, tout en laissant aussi l'espace aux autres. Il est ce qu'Hannah Arendt appelle le « *Primus inter pares* », c'est-à-dire un premier entre ses pairs.

Pourtant, le leadership autoritaire, voire autocratique, semble être la marque de fabrique des politiciens mauriciens. Quoique ce leadership à la sauce mauricienne peut apparaître pour certains observateurs, comme un ersatz de leadership autocratique. « *Il y a un monde de différence entre Lee Kuan Yew à Singapour et les pygmées politiques qui dirigent Maurice*», observe Paul L., « *Lee Kuan Yew se sert de l'autocratie au bénéfice de son pays et de tous ses citoyens. Nos leaders se servent de l'autocratie pour s'enrichir personnellement et pour promouvoir et protéger les intérêts de leurs amis et familles.* »

Il constate d'ailleurs que le concept de "primus inter pares" est interprété de façon particulière à Maurice : « *Par exemple, bien qu'on ait 24 ministres dans un cabinet, tout le pouvoir repose entre les mains du Premier ministre, et aucun ministre n'osera rien faire sans avoir l'imprimatur du PM d'abord... Ici, on est convaincu que "*Primus inter pares*" signifie être premier d'entre un groupe d'idiots serviles…* »

Selon Louis F., 53 ans, CEO d'une société de marketing : « *A Maurice, le concept de leadership n'est pas en vigueur, car nous n'avons pas de leaders dans le sens traditionnel du terme. Nous avons un groupe de personnes*

MOTO CONTRE AUTOBUS À LA TOUR KOENIG

Un motocycliste a heurté l'arrière d'un autobus de la TBS alors qu'il négociait une courbe à sa gauche vers la rue Epervier, le mardi 3 avril à 16h15 sur la route principale de La Tour Koenig. Le motocycliste, un étudiant de La Tour Koenig a été grièvement blessé et admis aux soins intensifs à l'hôpital Jeetoo. Le chauffeur de l'autobus, 37 ans, a été contrôlé négatif au test d'alcoolémie.



No 114 7 AVRIL 2012

leadership politique

RAM NOOKADEE, SECRÉTAIRE DU MACOSS :
« Savoir influencer les instances »

« LE MAURITIUS Council of Social Service (MACOSS) en partenariat avec le Southern Africa Trust, a mis en place depuis septembre 2011 un programme pour la formation de leaders sociaux.

J'avais remarqué que nos leaders dans la société civile n'avaient pas une vision claire de leur rôle et qu'ils ne connaissaient pas les mécanismes par lesquels il faut passer pour négocier avec les gouvernants et les faire changer d'attitude. Ils rencontrent donc de gros obstacles pour faire passer les idées de la population, des sans-voix.

Si le leader ne développe pas une stratégie, il va rester 'a scared one'. Car c'est toute une stratégie pour influencer les instances. Les leaders politiques maîtrisent des mécanismes pour arriver à ce niveau, ce n'est pas le cas des leaders de la société civile.

Le renforcement du réseau est également important dans la formation du leadership, c'est ce qui facilite le consensus et l'échange d'idées. C'est ce qui fait que les autres vont vouloir suivre. Car il faut aussi savoir mobiliser



les gens. Si on négocie avec un gouvernement mais qu'on ne représente personne, on n'a pas d'influence. Le leader doit être représentatif.

On parle beaucoup de l'importance du plaidoyer. Car la vocation du leader social, ce n'est pas seulement en termes de 'delivery of services'. Tout leader doit pouvoir influencer pour amener le changement, par rapport aux besoins de la population. Il doit être confronté aux problèmes du commun, et les faire remonter auprès des politiciens. Mais il doit aussi appuyer cela avec des évidences, des chiffres. La documentation est donc très importante.

Cette professionnalisation du leader qui appuie ses revendications sur la documentation des faits, s'oppose aux demandes de type clientéliste "donne-moi ci, donne-moi ça". A Maurice, tout le monde se connaît, c'est pratique pour trouver des arrangements individuels, mais cela ne permet pas de résoudre les questions pour l'intérêt public.

On veut que ces leaders que nous formons sachent réagir à des arguments, sachent avancer des éléments de réflexion et de discussion. C'est comme cela que l'on peut inciter les décideurs à la transparence, à la responsabilité et à la réalité. »

Suite de la page 10

qui jouent aux chaises musicales et leur position de leaders n'est pas le résultat de leurs qualités mais du fait qu'ils sont nés dedans ».

La culture politique héritée de la période coloniale a ainsi remplacé une oligarchie autrefois « sucrière » par une oligarchie ethnique, pour ne pas dire une "ethnogarchie"… « *Souvent ils deviennent "Leader" malgré eux : Navin, à cause de son père, Jugnauth parce que Bérenger avait besoin d'un Hindou, etc.* », observe Sindy M.

Cette « *ethnogarchie* » est renforcée par le système politique fondé sur le best loser system qui impose de respecter une représentation ethnique en politique. « *Les mêmes leaders politiques sont toujours en place et ils sont toujours réélus, parce que c'est un électorat qui base son vote non pas sur des analyses réfléchies et un idéal de justice, mais sur des motifs primaux tels que l'ethnicité* », observe Louis F.

Le verrouillage du système électoral fondé sur un vote « *tout en un* » (où, dans un bulletin unique pour trois députés de sa circonscription, l'électeur a désigné sans le savoir dans la foulée un Premier ministre, un président, et vice-président de la république, etc.,) y est beaucoup dans la direction autocratique que prend la politique mauricienne. « *Les Mauriciens sont, bien malgré eux, de simples spectateurs passifs face aux caprices, pirouettes, acrobaties, cirques et autres cinémas de leurs leaders politiques* », constate Jooneed Jeeroburkhan.

« *Maurice a un besoin urgent de nouveaux leaders* », s'exclame Saffiyah C., « *Ceux que nous avons ont fait leur temps. Au lieu de s'accrocher au pouvoir, ils devraient avoir l'élégance de se retirer pour laisser à d'autres de faire leurs preuves* ». Mais le système électoral et partisan extrêmement conservateur freine le renouvellement des élites : « *Malheureusement, comme il n'y a pas d'élection démocratique des leaders au niveau des partis politiques, il semble bien que nous sommes restés bloqués sur un mode pseudo-monarchique où, tant que le leader n'est pas mort, on doit continuer de le supporter* », analyse cette jeune mère de famille. Des « *méthodes désuètes* » et « *un manque définitif de modernité* », c'est ce que leur reproche pour sa part Alain Bertrand, membre actif d'Azir Moris.

Derrière l'enjeu du renouvellement des leaders, c'est aussi l'enjeu de faire émerger de nouvelles compétences qui se profile de façon cruciale : « *Pendant les 40 dernières années, nous n'avons eu en gros que trois leaders pour le pays, et ils se sont toujours entourés plus ou moins des mêmes personnes. Un nouveau leader mettra en place sa propre équipe, et amènera ainsi des idées nouvelles et fraîches qui permettront de donner au pays une nouvelle direction* », estime Sachin S.

Mais la société civile est à ce point intoxiquée par le mode de communication et d'action des leaders autocratiques, que, tout en réclamant du changement, elle semble en mal d'en amener elle-même, tant elle reproduit ces schémas politiciens auxquels elle est habituée.

La démarche du *Mauritius Council of Social Service* (MACOSS), qui a mis en place un programme de formation en leadership pour les ONG (voir ci-dessus), vient souligner l'importance, pour la société civile, de se donner les moyens de faire émerger ce nouveau leadership qu'elle appelle de ses vœux. Notamment, elle doit d'abord trouver les méthodes d'approche des autorités, c'est-à-dire les plaidoyers et les leviers nécessaires pour exiger des leaders politiques une ouverture sur la réalité et une responsabilisation.

Les Mauriciens et leurs leaders

Udham S. : « Il n'y a pas de crise de leadership en tant que tel. Les moutons sont heureux avec leurs bergers respectifs ».

Saffiyah C. : « La plupart des Mauriciens ont peur de confronter leurs leaders. Pendant les élections, les gens tendent à oublier les griefs qu'ils ont contre les leaders potentiels. Une fois les élections terminées, les complaintes commencent».

Sindy M. : « Nombreux d'entre eux ne valent même pas le titre de leader. Ils ne sont pas à la hauteur. D'ailleurs, jusqu'à aujourd'hui il n'y a aucun leader historique à proprement parler que Maurice a produit. »

Sachin S. : « En regardant la situation économique, je dirais que oui, nous avons un bon leader. Notre pays va de l'avant et progresse malgré les difficultés économiques. Il a une vision claire et il dirige le pays en faisant du mieux avec les ressources dont il dispose ».

Alain Bertrand : « La classe politique, dans son ensemble, a pris un coup de vieux. Nos leaders politiques dorment sur leurs lauriers. Ils ne se sont jamais remis en question. Leurs méthodes sont désuètes et se basent systématiquement sur la démarcation cultuelle et culturelle entre les Mauriciens de diverses origines ethniques. »

Jooneed Jeerobhurkhan :
« Dans l'ensemble, les leaders politiques ne répondent plus aux attentes des Mauriciennes et Mauriciens. Les nouvelles générations dépassent le clientélisme, qu'il soit ethno-religieux ou autre, revendiquent la méritocratie et l'égalité des droits humains ».

Paul L. :
« Le plus grand échec de nos leaders est le lavage de cerveaux subtil grâce auquel ils obtiennent l'attitude servile de leurs suiveurs, qui croient que toutes les gratuités (transport gratuit, éducation gratuite, services de santé gratuits, ceci gratuit, cela gratuit…) sont données grâce au 'gouvernman'. Ces suiveurs ne réalisent pas qu'en réalité, le financement de ces gratuités vient de leur propre poche… et non pas de celle des leaders… »

Les jeunes et le suicide

Depuis début 2012, quatre cas de suicide impliquant des mineurs ont été enregistrés. L'adolescence serait-elle devenue un cap aussi difficile à passer ? Deux jeunes filles témoignent de leur vie tumultueuse pendant leur adolescence et leur entrée dans le monde adulte. Le suicide a souvent été au centre de leurs préoccupations, même, si elles n'ont pas été jusqu'au bout. Des psychologues nous en parlent …

V.B./ C.B.



« QUAND UN jeune en arrive au suicide, c'est qu'il n'arrive plus à gérer », observe Mala Bonomally, présidente de Befrienders. « En se suicidant, il ne veut pas se tuer, il veut tuer son problème ».

Avec un quatrième suicide, cette semaine depuis le début de l'année— celui d'un mineur— on est en droit de se demander si le recul de l'âge du suicide est un phénomène nouveau, si la souffrance frappe à ce point la jeunesse mauricienne ou s'il s'agit d'un effet de mode, voire une turpitude.

Les spécialistes s'accordent à dire que les récents cas de suicide chez les jeunes « interpellent ». Nicolas Soopramanien, psychologue clinicien, estime que c'est « un signal d'alerte inquiétant pour la société au sens large». Corinne Faustin, psycho-criminologue, rappelle toutefois que le suicide chez les jeunes n'est pas un phénomène récent, mais qu'il est resté longtemps tabou. « Le suicide chez l'adolescent provoque généralement des réactions de refus et d'incrédulité chez l'adulte, pour qui il peut paraître impensable qu'un jeune - celui qui symbolise l'espoir, l'avenir - puisse faire le choix conscient de mettre fin à ses jours. »

Le neuropsychiatre français Boris Cyrulnik, dans un rapport officiel en date du 29 septembre 2003 (Quand un enfant se donne la mort », observait que le recul de l'âge du suicide est étroitement lié à la maturation de plus en plus précoce des enfants.

Le jeune a un rapport spécifique avec la mort, souligne Corinne Faustin, « un rapport qui sera différent de celui de l'adulte ou de l'enfant ». Elle souligne d'ailleurs l'importance des suicides d'adolescents, de la « contagion du passage à l'acte ». « Le suicide chez certains jeunes est un moyen de faire part de leur souffrance, d'attirer l'attention sur leur manque d'affection », explique Nicolas Soopramanien, « Certains vont même utiliser les médias pour faire parler d'eux afin de mourir dans la dignité. Ils se donnent la mort par des moyens qu'ils considèrent héroïques. »

C'est justement pour cela que Mala Bonomally, présidente de Befrienders, attire l'attention sur les dangers d'une trop grande médiatisation : « Quand la presse est en train de publier ces cas de suicides, avec force détails, il y a des jeunes qui suivent cela et qui ont tendance à s'identifier à ces cas. Cela leur donne des idées sur la façon de procéder, surtout que les jeunes ont souvent les mêmes types de problèmes ».

D'où également la fascination pour des thèmes gothiques ou des personnages comme Marylin Manson: « Les jeunes ont tendance à penser qu'ils sont immortels. Mais vu qu'ils sont dans une phase de vulnérabilité ils sont très influençables », explique Vijay Ramanjooloo, psychologue clinicien, « s'ils ont un sentiment de mal-être et s'ils vivent dans un environnement malsain, ils auront tendance à s'identifier à des thèmes morbides qui parlent de souffrance ou d'agressivité et à vouloir repousser les limites ». Quant aux pratiques comme l'automutilation ou le jeu du foulard, Vijay Ramanjooloo estime que « ce ne sont pas des phénomènes nouveaux, ce sont seulement les formes qui ont changé ».

L'adolescence est déjà en soi, une période de « crise », rappelle Corinne Faustin, ce terme étant à comprendre comme « un processus qui s'étend sur une période plus ou moins longue et qui comporte des changements parfois très difficiles à vivre par l'adolescent : celui-ci est face à l'inconnu, l'imprévu. Il a du mal à bouger de sa place d'enfant pour rejoindre l'univers des adultes ».

C'est une période de remise en question, notamment de l'identité sexuelle, de l'image corporelle, etc., ajoute Nicolas Soopramanien, qui souligne que certains auront beaucoup de mal à surmonter cette période et ces interrogations, surtout s'ils subissent la pression des parents ou des pairs. « Cela peut être une grande souffrance d'être traité d'obèse ou homosexuel par ses amis », souligne le psychologue.

Quant aux parents qui poussent leur enfant à toujours être meilleur que les autres, Nicolas Soopramanien est d'avis que cela « ne véhicule pas forcément les bonnes valeurs. C'est dégradant pour un jeune de lui dire qu'il n'est pas comme les autres ou qu'il ne réussit pas comme les autres. »

D'autant que les pressions ne sont pas vécues de la même façon chez les jeunes que chez les adultes : « Les adolescents vivent des pressions ou des conflits dont on ne soupçonne pas l'impact dans leur vie quotidienne», explique le psychologue clinicien.

Nicolas Soopramanien est formel à ce sujet : « Quand on se met à l'épreuve, c'est déjà une tentative de suicide. Faire les choses à l'extrême c'est un suicide caché. »

Tous les spécialistes insistent donc sur l'importance d'être attentif aux signes avant-coureurs du suicide. « Un acte suicidaire est généralement précédé d'un changement d'attitude ou de comportement qui devrait alerter l'entourage immédiat du candidat au suicide. Il faut savoir décoder ces signes », explique Nicolas Soopramanien.

Mala Bonomally rapporte ainsi le cas d'un adolescent qui s'est suicidé : « Ce jeune homme adorait sa musique et ses CD. Mais un jour, il a commencé à les distribuer à ses copains. Personne n'a compris que c'était un signe. Ils étaient tous trop contents de recevoir des CD en cadeau ».

La présidente de Befrienders souligne que l'idée de se suicider ne vient pas du jour au lendemain.

Le rapport du MIH souligne également, qu'un environnement social marqué par la violence et la délinquance est un facteur décisif de la hausse des cas de suicide. Ce rapport identifiait déjà, en 2003, le suicide comme « un problème de santé publique ». Il est donc essentiel de mettre en place des mécanismes de prévention au niveau des familles et de la société. « Tout le monde devrait être formé. Dans les établissements scolaires, ce type de formation devrait être dispensé à tout le personnel, enseignant et non-enseignant », martèle Nicolas Soupramanien.

Il souligne notamment l'importance d'avoir « un protocole pour rassurer les parents quand une situation de dépression est repérée ». Il estime aussi qu'il faut « revoir les valeurs familiales et créer de l'espace au dialogue et à la bonne entente, car il est primordial d'être à l'écoute et de faire sentir à la personne qu'elle retient l'attention, est aimée et acceptée ».

Pas si facile, car comme l'explique Vijay Ramanjooloo, même si les parents pensent être à l'écoute des jeunes, « l'implication affective agit comme une barrière. C'est-à-dire qu'on n'écoute pas vraiment le problème de l'enfant, on est plutôt pressé de le saturer de nos conseils. Les parents ont tendance à écouter avec la bouche et pas avec les oreilles, ce qui est tout à fait normal d'ailleurs. C'est pourquoi il est utile de demander une aide externe ».

D'où l'importance de mettre en place des structures au niveau des différentes instances qui traitent avec les jeunes. Un point déjà souligné par le rapport du MIH en… 2003. Et nos différents intervenants s'accordent à dire qu'il y a désormais urgence…

LE JOURNAL du samedi
No 116 21 AVRIL 2012

Elles ont pensé au suicide...

La vie de Meena et celle de Priscilla ne sont pas loin de celle de beaucoup de jeunes de leur époque qui se sentent ballottés par les évènements. Certains s'en sortent alors que d'autres au beau milieu croient pouvoir mettre une fin à l'imbroglio soit en pensant activement au suicide, pour ensuite le tenter … et peut-être y réussir.

EN VOICI DES TÉMOIGNAGES ...

Meena : « Je me sentais incomprise et maltraitée »

« L'IDÉE de me suicider m'a paru la solution idéale à un certain moment de ma vie. Je me sentais incomprise et maltraitée par tout le monde. Le comble, c'est qu'il n'y avait personne à qui faire confiance et parler. Je me méfiais de tous ceux qui me côtoyaient. Je me sentais prisonnière d'une chambre très noire et sans issue. Et n'était-ce la méditation qui a changé ma vie, je l'aurai sans doute déjà fait …

« D'une part, j'avais des parents très sévères. A l'école, la situation n'était guère mieux avec des coups bas et trahison d'amies en qui j'avais placé ma confiance. Bref, ma vie à l'école fut un enfer. Après mes examens de la SC, j'ai changé d'institution scolaire pensant que les choses s'amélioreraient. C'est à ce moment que j'ai découvert que plus rien ne fonctionnait entre mes parents. Mon père revenait souvent ivre à la maison pour ensuite frapper ma mère. Mon frère et moi vivions très mal cette situation et je pensais souvent au suicide. Je me cognais la tête contre le mur de plus en plus fort pour faire cesser tout ce bruit.

« Alors que tout me semblait sans issue j'ai rencontré quelqu'un qui a su me protéger et me soutenir. Sinon, j'aurais sûrement fini comme mon frère c'est-à-dire drogué et pour ensuite finir à l'asile ou morte. Qui sait ! Mais toute bonne chose a une fin et nous avons fini par rompre.

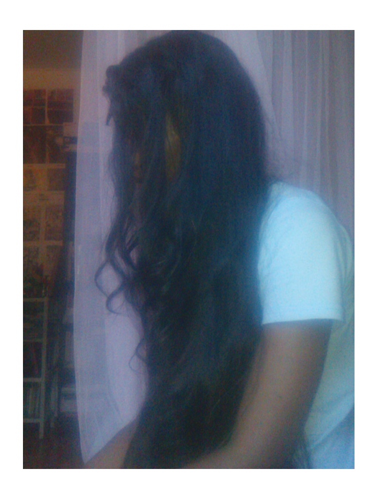
« Mes années d'études en Angleterre ont été affectées par notre rupture et mes notes ont chuté. Ensuite, j'ai fait la connaissance d'un garçon de nature mesquine et qui buvait beaucoup. Il lui arrivait de devenir très agressif et paranoïaque. Jai trouvé la force de le quitter. Il a réagi en faisant du chantage. Les



chantages continuaient à me poursuivre et à me rendre folle. Je me négligeais et le suicide me paraissait une bonne solution, j'y pensais très souvent. Je me sentais faible, je n'avais plus confiance en moi, impuissante et mon estime était au plus bas. Je me suis rappelée qu'il me restait que quelque mois avant la fin des études. Alors je me suis concentrée sur mes études et la méditation. »

Priscilla : « J'ai compris que je finirai par passer à l'acte »

« A DEUX reprises je n'ai pu passer le cap de ma première année d'études en Angleterre. Je pensais à tout ce que mes parents avaient dépensé pour mes études, je me sentais coupable. D'autres évènements se sont accumulés et m'ont donné l'envie de vivre. Ma colocataire a organisé une fête. Un garçon très bizarre était présent et il m'a suivie dans ma chambre. J'étais choquée et ne savais pas trop comment réagir. Très vite j'ai compris qu'il m'avait suivi pour une raison précise. J'essayais de le repousser mais c'était trop tard. Il se trouvait déjà sur moi. Une fois parti, j'ai demandée à mes amis qui était ce garçon. Mais personne ne le connaissait. Je compris qu'il était un intrus. Mais j'avais tellement honte que je ne pouvais dire un mot sur ce qui s'était passé dans ma chambre. Je me disais que c'était mon appartement et ma chambre. La plupart des jeunes étaient sous l'influence de l'alcool alors personne n'allait croire à mon histoire. Cela me rongeait de l'intérieur. Je suis rentrée à Maurice pour les vacances,



mais les images de cette nuit-là me hantaient. Je voulais me suicider. Mais j'ai compris ce qui ce passait et je savais que si je me laissais aller je finirais par passer à l'acte. Je pris la décision de chercher de l'aide auprès de BefriendersMauritius. Ils ont su trouver les mots pour que je parle à mes parents en leur présence. A la fin de la séance mes parents m'ont demandé si je voulais rester à Maurice et d'y poursuivre mes études.

Suicide d'adolescents : 4 cas à ce jour

Quatre cas de suicides d'adolescents ont été enregistrés pour les quatre mois de 2012

● 24 Janvier : Un écolier de 11 ans renonce à la vie en se pendant à un arbre dans sa cour à Plaine-des-Roches. Les raisons divergent. On parle de sa volonté non exaucée par sa mère pour qu'il cesse les cours, tandis que d'autres disent que le petit n'a jamais pu surmonter le décès de son père.

● 27 février: Une fille de 16 ans, perturbée depuis la disparition de sa camarade de classe s'est également donnée la mort par pendaison. Pourtant, elle venait tout juste de décrocher 11 unités à l'examen de la School Certificate.

● Le jeudi 5 avril, une adolescente de 14 ans qui fréquentait le collège Gaëtan Raynal, Quatre-Bornes, s'est donnée la mort en se jetant du troisième étage de son immeuble, à Stanley, Rose-Hill. Les policiers ont par la suite découvert une lettre dans laquelle l'adolescente expliquait les raisons de son acte.

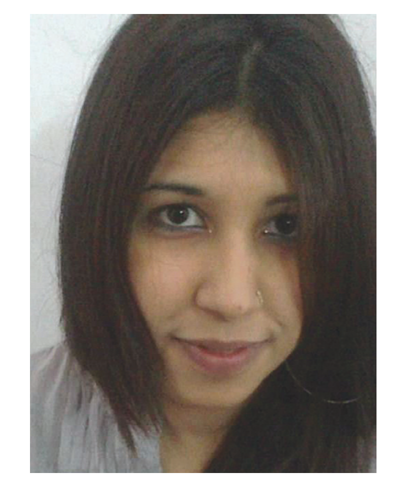
● Le 17 avril une adolescente de 16 ans, habitant Goodlands, s'est suicidée à son domicile. Elle s'est pendue à l'aide d'une corde attachée à un antivol. L'enquête pour élucider se drame se poursuit.

HARSHA RAMCHURN (PSYCHOLOGUE) :

« L'adolescent se sent souvent isolé, aliéné et incompris »

« L'ADOLESCENCE est une période où le jeune demeure très susceptible aux effets d'imitation et de contagion. Le suicide d'un parent, d'un ou d'une ami/e, d'un camarade de classe ou d'une idole— chanteur, acteur etc., peut influencer le jeune qui est déjà prédisposé au suicide. Les risques de suicide sont principalement présents chez un adolescent qui souffre d'un trouble psychologique, telle une dépression ou présente des traits de personnalité donnant dans l'impulsivité et l'agressivité, ou est issu d'un environnement chaotique ou d'une famille brisée et perturbée (conflits conjugaux, alcoolisme d'un/des parents, manque de soutien, des parents despotiques etc.). Ou encore, le décès d'un parent ou d'un ami, et même une rupture amoureuse peuvent provoquer des pensées suicidaires chez le jeune.

Des traits très distincts sont présents chez l'adolescent aux tendances suicidaires; celui-ci est



souvent envahi par un sentiment d'impuissance et d'échec. Il est constamment en quête d'assurance vu qu'il souffre d'un manque de confiance. Il éprouve des difficultés à résoudre et gérer ses problèmes personnels. Il se sent souvent isolé, aliéné et incompris

Il est important de porter une attention à ce qu'énonce l'adolescent. La taillade des veines est souvent le résultat d'imitation ou de contagion. Le jeune subit l'influence de ses camarades de classe qui voient cette pratique comme une façon d'exprimer leur colère ou tristesse.

Les parents doivent être aimants, consistants et attentifs aux besoins du jeune pendant cette période d'intenses changements affectifs, corporels et sexuels. Le taux de suicide a augmenté considérablement; les mesures existantes ne cherchent pas à traiter ce problème à sa source. »

LE JOURNAL du samedi
No 116 21 AVRIL 2012

Agents politiques : dans les coulisses du pouvoir

En politique, le projecteur est braqué sur les candidats. Mais si ceux-ci sont élus, c'est largement grâce au travail de l'agent politique. Au fait, en quoi consiste cette activité ? Observateur, organisateur, travailleur social, porte-parole… L'agent est un peu tout cela à la fois.

■ C.B.

L'agent politique fait partie du folklore électoral local. Aux yeux du public, c'est celui qui colle les affiches avant les élections et qui bariole murs et trottoirs aux couleurs de son parti… « *Tapeur* » ou « *Roder Boute* », l'agent politique est également l'objet de beaucoup de préjugés, que les intéressés récusent, en affirmant que « *ce sont des exceptions, des têtes brûlées* ».

« *Etre agent, ça veut dire être le fidèle d'un parti* », affirme Navin Ramsoondur, vice-président de la régionale MSM pour La Caverne-Phoenix. Présent d'un bout à l'autre de la chaîne électorale, l'agent politique se définit avant tout par son engagement. « *Parce que nous sommes croyants et sincères. Notre philosophie : on est agent parce qu'on croit en le leader* », explique Navin Ramsoondur.

TERME PÉJORATIF

S'il reconnaît que les profiteurs existent, Navin Ramsoondur est catégorique : « *Nous n'encourageons pas cela* », rappelant qu'il existe le délit de trafic d'influence, en vertu duquel un élu n'a pas le droit d'accorder un job ou des faveurs. Toutefois, il concède qu'il est normal qu'un agent bénéficie de certaines facilités, notamment logistiques. « *Nu agents, nu dimoune ordinaire, nu pa gagne narien* », objecte pour sa part Sashikan Mangar, trésorier de la Labour Agents Association. « *Les trois quarts des agents vivent dans les cités* », observe-t-il tout en soulignant que parmi les agents, on peut aussi bien trouver des artisans et des laboureurs que des enseignants et des médecins. « *Et puis, il y a de toutes les communautés. La motivation commune : c'est l'idéal du parti* ».

Techniquement, l'agent est défini comme représentant du politicien. Car à l'origine, la fonction d'agent électoral est réglementée par deux textes de loi : le *Representation of the People's Act* de 1958 et les *National Assembly Elections Regulations* de 1968, qui stipulent que « *chaque candidat peut nommer, en plus de son agent électoral officiel, une personne qui sera présente dans la salle de vote, appelée le polling agent (…) dans le but de détecter toute tentative de fraude électorale* ».

Dans la pratique, il s'agit d'abord de rattachement au parti : « *Quand Navin Ramgoolam place un candidat, on travaille pour lui. Si li, li ale, nu, nu tuzur la, nous on travaille pour le parti* », témoigne Sashikan Mangar. « *Ce n'est pas la personne que l'on soutient, mais la figure du leader. Quelle que soit la personne qui devient leader, on la soutiendra.* »

D'ailleurs, certains récusent le terme 'Agent'. Au MMM, on préfère parler de « *militant* » ou d'« *activiste* », « *car l'agent c'est au moment des élections, or nous on fonctionne de façon permanente* », précise Reza Gunny, président de la régionale MMM de Quatre-Bornes. Bawansing Sunkur, vice-président et Public Relation Officer de la Labour Agents' Association se dit pour sa part « *agacé* » par le terme « *agent* », il estime que c'est « *péjoratif, c'est comme si on travaillait pour un élu en particulier, alors que nous militons pour un idéal, pour le bien-être de toute la population* ».

Pendant les élections, le rôle premier des agents électoraux est de surveiller le bon déroulement du scrutin. Ils sont présents à chaque étape du processus électoral, en même temps que les officiers de la commission électorale, depuis le vote jusqu'au décompte des voix, en passant par le transport des urnes (voir page 11). Ils participent au comptage et à la vérification en



parallèle avec ces derniers. Pour Mahmad Ally Dahoo, Chief Electoral Officer, « *ce travail d'équipe avec les agents électoraux est une garantie de transparence. Et puis, il y a des agents de chaque parti, alors X surveille Y et Y surveille X, indirectement cela nous aide* ».

Mais la frontière peut être bien floue entre le rôle d'observateur des élections, et celui de démarcheur de voix. « *Le room agent, il a une copie du registre électoral, et il va donc "couper" les noms de ceux qui ont fini de voter sur la liste. Ensuite, à la pause-déjeuner, il va faire la jonction avec les agents de table qui sont dehors, pour leur dire qui a déjà voté* », témoigne Vhalraj Servansingh, responsable pour la circonscription de Grande Rivière Nord Ouest/Port-Louis Ouest au bureau central du MSM. « *Mais il n'a pas le droit d'amener la liste dehors, ni de prendre des notes. Il doit donc le faire de mémoire. Par exemple, il va repérer le nom des familles nombreuses où il y a plusieurs membres qui ne sont pas encore venus voter. Il va le signaler aux agents de table, dehors pour qu'on aille chercher ces personnes.* » « *Nous avons supprimé la pause-déjeuner, qui leur permettait de sortir* », précise de son côté Mahmad Ally Dahoo, «*Ça résout le problème* ».

Mais la Commission Electorale a parfois fort à faire pour empêcher les interférences. « *Nous avions fait des recommandations à la commission Sachs pour demander la suppression des « yard agents », car ils peuvent créer beaucoup de désordres* », explique le Chief Electoral Officer (voir hors texte). Quant aux agents de table, à l'extérieur de l'école, « *ces bases nous posent beaucoup de problèmes, car il y a toujours des attroupements, ça gêne la circulation. Parfois il faut faire intervenir la police pour débloquer l'accès à l'école* », s'irrite Mahmad Ally Dahoo.

> **« Les agents, de par la loi font partie intégrante du processus électoral. C'est pourquoi, à la Commission Electorale nous leur accordons toute l'attention nécessaire. »**
>
> Mahmad Ally Dahoo, Chief Electoral Officer :

Si pendant la campagne, « *on doit mettre les bouchées doubles* », selon les termes de Navin Ramsoondur, « *le rôle des agents c'est aussi d'assurer la présence du parti dans la vie de tous les jours* ». Tout d'abord, ce sont eux qui sont responsables de l'organisation des meetings électoraux. Ils doivent faire du porte-à-porte pour distribuer les invitations aux réunions. Ce sont eux egalement, qui remplissent les autobus pour les meetings, qui collent les affiches …

C'est donc essentiellement un travail de proximité. Il s'agit de maintenir la présence du parti

→

Les différents rôles des agents pendant les élections

Les agents sont présents tout au long de la chaîne électorale, tant pour s'assurer que l'électeur va bien s'acquitter de son devoir civique (et de préférence pour leur parti), que pour prévenir les tentatives de fraude électorale.

Le Official Electoral Agent

Chaque candidat désigne son agent électoral officiel le jour du dépôt des candidatures. C'est celui qui est autorisé à encourir les dépenses du candidat et à les soumettre à la Commission Electorale, selon les termes des National Assembly Elections Regulations. Cet agent peut avoir son importance pour le prestige du candidat, au point que « pour les élections partielles, il peut arriver que le candidat du gouvernement désigne un ministre pour ce rôle », confie Mahmad Ally Dahoo, Chief Electoral Officer.

Les Room Agents

Les National Assembly Elections Regulations spécifient que ces agents doivent être postés dans la salle de vote « de telle manière qu'ils peuvent voir toutes les personnes qui se présentent comme électeurs, et entendre leur nom, mais qu'ils ne puissent pas voir comment cette personne vote ».

Ils assistent à la fermeture des urnes et accompagnent le transport des urnes vers la chambre forte où elles sont stockées, avec les unités de la Special Mobile Force. Ils peuvent également rester de garde la nuit auprès des urnes. « On a le droit si on veut, mais ce n'est pas systématique. C'est beaucoup plus du folklore, des agents excités qui veulent dire qu'ils ont passé la nuit à garder les urnes », commente Vhalraj Servansingh.

Les Yard Agents

Les yard agents sont présents dans la cour de l'école pour accueillir et orienter les électeurs, mais n'ont pas le droit de faire du canvassing. L'agent fautif est passible de prison, selon la loi.

Du côté des partis politiques, on contourne le problème subtilement : « Le yard agent a une grande importance, car c'est la dernière personne qui peut faire basculer les opinions. Alors, on essaie d'avoir un notable, car il n'a pas le droit de leur parler, mais avec sa personnalité, ou une tape dans le dos… », confie Vhalraj Servansingh.

Le Counting Agent

Ce rôle est également défini par le texte de loi, qui stipule que « chaque candidat peut désigner deux personnes au maximum, pour suivre le dépouillement et le comptage des voix ».

Les agents de table

Ce rôle sort du cadre légal. Dans une circonférence de 200 m avant les écoles de vote, chaque parti tient une table, où des activistes font un suivi sur les listes électorales. « C'est là qu'on va pouvoir repérer qui n'a pas encore voté. Cette liste, nous l'achetons auprès de la Commission Electorale, ensuite nous la cassons en termes de rues. Chaque agent a sa liste pour sa rue, il doit s'assurer que tous les sympathisants connus de sa rue sont allés voter », commente Vhalraj Servansingh. Le parti fournit le transport de ces électeurs, surtout dans les quartiers éloignés des centres de vote.



Bawansing Sunkur, PRO et vice-président de la Labour Agents' Association :

« On ne fait pas la politique à travers la télévision. Ce n'est pas la MBC qui fait voter les gens, ce sont les agents. Si pena agent, ministre pas existe . »

M. Vhalraj Servanshing, responsable pour la circonscription n°1 au bureau central du MSM :

« Tôt le matin ce sont les sympathisants connus qui vont voter. Après, il y a ceux qui ne sont pas encore décidés ou qui ne savent pas pour qui voter. C'est là le travail des agents, on doit s'efforcer de convaincre ces personnes-là. Quoiqu'on ne peut rien garantir. C'est un travail de fourmi. »

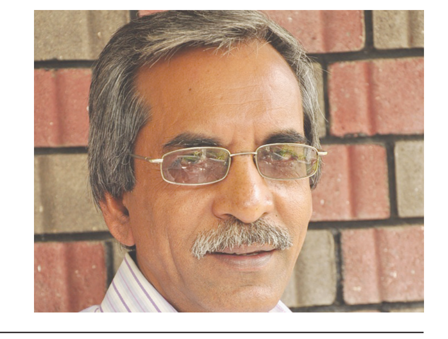


Navin Ramsoondur, vice-président de la régionale MSM pour La Caverne-Phoenix :

« On va leur expliquer notre objectif, notre motto, notre vision, pourquoi l'adversaire a échoué. On n'essaye jamais de convaincre les partisans. On sait que si c'est la maison d'un adversaire ce n'est pas la peine d'aller. »

Reza Gunny, président de la régionale de Quatre-Bornes du MMM :

« Dans ma jeunesse, au collège, j'étais déjà membre de clubs sportifs et sociaux. C'est ce qui m'a poussé vers la politique active, pour l'idéal. »





Sashikan Mangar, trésorier de la Labour Agents Association :

« L'activité d'agent, c'est dangereux. Il y a beaucoup de risques, surtout quand on va coller les affiches, les adversaires viennent nous agresser. J'ai déjà été frappé pendant une campagne électorale, dans ma jeunesse, c'était à la Place Margéot, à Rose-Hill ».

sur le terrain, en tant que *« porte-parole »* du parti auprès des habitants, rappelle Reza Gunny. Selon Vhalraj Servanshing, *« l'agent, c'est lui qui connaît les gens du quartier, il connaît exactement les tendances en faveur de tel ou tel parti, car il vit là. Un candidat ne peut pas dire qu'il connaît toute la circonscription, avec 12 écoles de vote comme dans la circonscription »*.

L'agent joue également un rôle de travailleur social : dons aux défavorisés, organisation d'activités caritatives ou de loisirs dans les cités, à l'écoute des problèmes sociaux… *« Par exemple si une famille n'a pas de maison, ou si un chemin n'est pas asphalté, les habitants viennent voir l'agent. Ils savent qu'il est un agent du parti au pouvoir et qu'ils peuvent faire entendre leur voix à travers lui. L'agent va venir voir quel est le problème et le faire savoir aux élus »*, explique Navin Ramsoondur.

« KOUSTIK POLITIK »

L'action des agents a donc une efficacité en termes de marketing politique pour les élus : *« Quand le problème a été résolu, quand la rue a été asphaltée, alors l'agent va faire savoir aux habitants que c'est grâce à l'intervention du ministre ou du député »*.

Les agents doivent aussi gérer les décalages entre les réalités du terrain et les décisions ou déclarations des hautes instances du parti. Ce sont eux qui essuient les pots cassés en cas de dérapages des élus. Bawansing Sunkur s'offusque que, *« quand un ministre "koz n'importe", quand il tient des propos communalistes, qui c'est qui va devoir le défendre après ? Ce n'est pas facile du tout pour nous face aux mandants. Nou gagne zouré ek dimoun »*.

Autre moment délicat pour les agents : les alliances. *« Lalians, li ene koustik politik »*, se désole Bawansing Sunkur, *« ça peut être difficile pour nous de faire comprendre aux gens. Ce sont les agents politiques qui sont les dindons de la farce »*.

Le vice-président de la Labour Agents' Association déplore d'ailleurs que l'agent, pourtant la *« cheville ouvrière »* du parti, soit souvent ensuite le grand oublié dans la distribution des récompenses politiques et autres nominations de prestige : *« Demain quand vous avez fini de leur apporter votre vote, quand ils sont élus, ils coupent le contact. Ils restent assis dans leur belle voiture. Ils ne vous connaissent plus, attention que vous ayez besoin d'eux… »* La Labour Agents' Association a d'ailleurs été fondée en 1977, par les agents eux-mêmes, pour fournir une assistance aux agents et à leur familles en cas de pépin : *« Au lieu d'aller supplier un ministre, qui ne vous prend pas en compte, nu prefer dibut lor nu prop lipye »*, explique son trésorier Sashikan Mangar, rappelant que c'est d'ailleurs suite au décès d'un agent travailliste lors d'une campagne électorale que l'association a été créée.

Alors, l'agent politique, ange ou démon ? Toujours est-il que, *« si pena agent, ministre pas existe »*, affirment-ils, avec une certaine fierté.